

MINISTÈRES ET MANDATS

Guide utile sur le Cabinet fédéral et les lettres de mandat du Premier ministre à ses ministres

Nous avons compilé et organisé ce recueil d'information sur les ministères fédéraux, les fonctions et la composition des comités du Cabinet et les directives du Premier ministre aux ministères relativement à leurs grands buts, à leurs objectifs et à leurs priorités. Nous encourageons nos clients, nos collègues et tous les intervenants du domaine des politiques publiques à partager cet outil produit *pro bono publico*.

Même si les renseignements généraux fournis dans ce recueil sont affichés sur les sites Web officiels du gouvernement du Canada, ce *format sur mesure* vise à rendre le contenu plus convivial et plus accessibles à des fins de référence :

- notes explicatives sur quelques termes et concepts clés au sujet des ministres et du Cabinet
- liens utiles pour accéder à d'autres renseignements de sources gouvernementales
- liste des ministres et de leurs portefeuilles en ordre de préséance et en ordre alphabétique
- liste intégrée de tous les comités du Cabinet avec une description de leurs fonctions et de leurs membres
- tableaux sur mesure énumérant les membres de tous les comités permanents du Cabinet, y compris les présidents, les vice-présidents, les membres suppléants et les membres d'office
- compilation indexée pratique de toutes les lettres de mandat remises aux ministres par le Premier ministre avec le texte commun extrait et placé en premier et le texte avec des détails spécifiques sur les fonctions de chaque ministre placé à la suite

Au fil des ans, nous avons constaté que la compilation de ce genre d'information et son organisation dans des documents-ressources indexés s'avéraient très utiles aux personnes actives dans les domaines de l'élaboration des politiques, du renforcement des capacités et de la formation ainsi qu'aux clients et collègues de la fonction publique, des ONG, des associations professionnelles et industrielles, des institutions d'enseignement, des instances internationales et des organismes autochtones. N'hésitez pas à le partager.

J. Phillip Nicholson
Jane Coghlan
*J. Phillip Nicholson Policy and Management
Consultants Inc.*
102, avenue Powell
Ottawa (Ontario) K1S 2A3
613-282-4184
nicholson@jpnicholson.ca

Glen G. D. Milne
*Facilitation stratégique, innovation et
formation*
1909, avenue Lauder
Ottawa (Ontario) K2A 1A9
613-562-4333
ggdm@istar.com

TABLE DES MATIÈRES

TERMES ET CONCEPTS CLÉS	3
LIENS UTILES	5
MINISTÈRES 2015	6
• Ministères en ordre de préséance	6
• Ministères en ordre alphabétique	7
COMITÉS DU CABINET	8
• Organisation, fonctions et membres	8
• Membres – Tableau général de tous les comités	12
LETTRES DE MANDAT DU PREMIER MINISTRE AUX MINISTRES	14
• Message commun et directives générales à tous les ministres	14
• Directives particulières à l'intention de chaque ministre (avec page index)	18
ADDENDA – UN MOT SUR LES ORGANISATEURS DE CE MATÉRIEL	60

TERMES ET CONCEPTS CLÉS

Ministres et Cabinet

Le *Conseil privé de la Reine pour le Canada* est constitué de l'ensemble des conseillers personnels du Monarque du Canada (la Reine) chargés de prodiguer des conseils sur l'État et sur les affaires constitutionnelles. Ces personnes sont nommées à vie. Le conseil privé est composé de tous les ministres d'État anciens ou en exercice, plus les juges de la Cour suprême du Canada, les anciens gouverneurs généraux du Canada et un nombre limité de personnes faisant l'objet de nominations spéciales de temps à autre.

Le *Cabinet* constitue un comité au sein du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui réunit les ministres de l'État *en exercice*. Au Canada, en pratique, « Cabinet » et « ministère » sont considérés comme des synonymes, puisqu'ici *tous* les ministres nommés servent traditionnellement au sein du Cabinet. (Dans certains autres systèmes parlementaires, comme celui de l'Australie, le Cabinet est composé uniquement de ministres *de haut niveau*. Par conséquent, le concept de ministère est plus large et donc *pas* synonyme de Cabinet.)

Ordre de préséance

L'*ordre de préséance* est une convention honorifique sans incidences juridiques. Dans le cas des ministères, il s'agit de l'ordre du Premier ministre, suivi des ministres dans l'ordre de leur nomination au *Conseil privé de la Reine pour le Canada*. Les égalités sont tranchées en fonction de la date de l'élection à la Chambre des communes ou de la nomination au Sénat.

Nomenclature

On fait référence aux ministres en tant que ministres de leur portefeuille ou fonction et non en tant que ministres du ministère ou de l'organisme qu'ils dirigent. Ainsi, il faut dire *ministre de la Santé* et non *ministre de Santé Canada*. Le même type de nomenclature s'applique au cas des administrateurs généraux des ministères. Il faut donc dire *sous-ministre de la Santé* et non *sous-ministre de Santé Canada*. Le ministre responsable du Conseil du Trésor – un comité spécial du Cabinet – est appelé *président du Conseil du Trésor*. L'administrateur général correspondant au *ministre de la Justice et procureur général du Canada* est appelé *sous-ministre de la Justice et sous-procureur général du Canada*.

L'organisme administratif (non politique/partisan) qui appuie les activités du Conseil du Trésor est le *Secrétariat du Conseil du Trésor* (SCT) dirigé par le *secrétaire du Conseil du Trésor*. L'organisme administratif qui appuie les activités de tous les autres comités du Cabinet et l'ensemble du Cabinet est le *Bureau du conseil privé* (BCP) chapeauté par le *greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet*. Au sein du BCP, il existe divers secrétariats qui appuient les activités de chaque comité du Cabinet.

Quoi de neuf au niveau des ministères

Au sein de l'ensemble des ministères du Premier ministre Justin Trudeau – compte tenu de l'exclusion des sénateurs du caucus gouvernemental en Chambre – il n'y a plus de ministre du Cabinet qui fait office de leader du gouvernement au Sénat. De plus, il n'y a plus de ministres d'État, seulement des ministres « à part entière ».

LIENS UTILES

Bureau du Premier ministre

www.pm.gc.ca

Bureau du Conseil privé

www.pco-bpc.gc.ca

Secrétariat du Conseil du Trésor

www.tbs-sct.gc.ca

Parlement du Canada—Sénat et Chambre des communes

www.parl.gc.ca

Directeur parlementaire du budget

www.pbo-dpb.gc.ca

Services d'annuaires gouvernementaux électroniques (SAGE)

www.geds.gc.ca

Discours du Trône

<https://www.canada.ca/fr.html>

MINISTÈRES EN 2015

MINISTÈRE Par ordre de préséance	PORTEFEUILLE
Justin TRUDEAU	Premier ministre
Ralph GOODALE	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
Lawrence MACAULAY	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
Stéphane DION	Ministre des Affaires étrangères
John McCALLUM	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté
Carolyn BENNETT	Ministre des Affaires autochtones et du Nord
Scott BRISON	Président du Conseil du Trésor
Dominic LEBLANC	Leader du gouvernement à la Chambre des communes
Navdeep Singh BAINS	Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique
William Francis MORNEAU	Ministre des Finances
Jody WILSON-RAYBOULD	Ministre de la Justice et procureure générale du Canada
Judy FOOTE	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement
Chrystia FREELAND	Ministre du Commerce international
Jane PHILPOTT	Ministre de la Santé
Jean-Yves DUCLOS	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social
Marc GARNEAU	Ministre des Transports
Marie-Claude BIBEAU	Ministre du Développement international et de la Francophonie
James Gordon CARR	Ministre des Ressources naturelles
Mélanie JOLY	Ministre du Patrimoine canadien
Diane LEBOUTHILLIER	Ministre du Revenu national
Kent HEHR	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale
Catherine Mary McKENNA	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique
Harjit Singh SAJJAN	Ministre de la Défense nationale
MaryAnn MIHYCHUK	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main d'œuvre et du Travail
Amarjeet SOHI	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités
Maryam MONSEF	Ministre des Institutions démocratiques
Carla QUALTROUGH	Ministre des Sports et des Personnes handicapées
Hunter TOOTOO	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne
Kirsty DUNCAN	Ministre des Sciences
Patricia HAJDU	Ministre de la Condition féminine
Bardish CHAGGER	Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme

MINISTÈRE Par ordre alphabétique	PORTEFEUILLE
Navdeep Singh BAINS	Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique
Carolyn BENNETT	Ministre des Affaires autochtones et du Nord
Marie-Claude BIBEAU	Ministre du Développement international et de la Francophonie
Scott BRISON	Président du Conseil du Trésor
James Gordon CARR	Ministre des Ressources naturelles
Bardish CHAGGER	Ministre de la Petite entreprise et du Tourisme
Stéphane DION	Ministre des Affaires étrangères
Jean-Yves DUCLOS	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social
Kirsty DUNCAN	Ministre des Sciences
Judy FOOTE	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement
Chrystia FREELAND	Ministre du Commerce international
Marc GARNEAU	Ministre des Transports
Ralph GOODALE	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
Patricia HAJDU	Ministre de la Condition féminine
Kent HEHR	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale
Mélanie JOLY	Ministre du Patrimoine canadien
Dominic LEBLANC	Leader du gouvernement à la Chambre des communes
Diane LEBOUTHILLIER	Ministre du Revenu national
Lawrence MACAULAY	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
John McCALLUM	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté
Catherine Mary McKENNA	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique
MaryAnn MIHYCHUK	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main d'œuvre et du Travail
Maryam MONSEF	Ministre des Institutions démocratiques
William Francis MORNEAU	Ministre des Finances
Jane PHILPOTT	Ministre de la Santé
Carla QUALTROUGH	Ministre des Sports et des Personnes handicapées
Harjit Singh SAJJAN	Ministre de la Défense nationale
Amarjeet SOHI	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités
Hunter TOOTOO	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne
Justin TRUDEAU	Premier ministre
Jody WILSON-RAYBOULD	Ministre de la Justice et procureure générale du Canada

COMITÉS PERMANENTS DU CABINET

Comité du Cabinet chargé du programme gouvernemental et des résultats	
Ce comité établit le programme du gouvernement et fait le suivi des progrès réalisés relativement aux priorités.	
Justin TRUDEAU (PRÉSIDENT)	Premier ministre
Ralph GOODALE	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
Dominic LEBLANC	Leader du gouvernement à la Chambre des communes
Navdeep Singh BAINS	Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique
William Francis MORNEAU	Ministre des Finances
Jody WILSON-RAYBOULD	Ministre de la Justice et procureure générale du Canada
Judy FOOTE	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement
Chrystia FREELAND	Ministre du Commerce international
Jean-Yves DUCLÓS	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social
Mélanie JOLY	Ministre du Patrimoine canadien
Harjit Singh SAJJAN	Ministre de la Défense nationale
Conseil du Trésor	
Il s'agit du conseil d'administration du gouvernement. Le Conseil du Trésor supervise la gestion financière et les dépenses du gouvernement et s'occupe des questions relatives aux ressources humaines. Le Conseil du Trésor est l'employeur de la fonction publique; il établit les lignes de conduite et les normes générales en matière d'administration, de gestion du personnel, de finances et des pratiques organisationnelles pour l'ensemble du gouvernement. Le Conseil du Trésor joue également le rôle du comité du Conseil en ce qui a trait à l'approbation de la politique de réglementation et des règlements, et de la plupart des décrets en conseil. Le Conseil du Trésor est responsable de rendre des comptes au Parlement.	
Scott BRISON (PRÉSIDENT)	Président du Conseil du Trésor
John McCALLUM (VICE)	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté
William Francis MORNEAU	Ministre des Finances
Jane PHILPOTT	Ministre de la Santé
Jean-Yves DUCLÓS	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social
Catherine Mary McKENNA	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique
Membres suppléants	
Lawrence MACAULAY	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
Dominic LEBLANC	Leader du gouvernement à la Chambre des communes
James Gordon CARR	Ministre des Ressources naturelles
Amarjeet SOHI	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités
Maryam MONSEF	Ministre des Institutions démocratiques
Comité du Cabinet chargé des affaires parlementaires	
Ce comité étudie les questions et les stratégies relatives aux affaires parlementaires et au programme législatif du gouvernement.	
Dominic LEBLANC (PRÉSIDENT)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes
Judy FOOTE (VICE)	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement
Lawrence MACAULAY	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
Marc GARNEAU	Ministre des Transports
Mélanie JOLY	Ministre du Patrimoine canadien
Kent HEHR	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale

MaryAnn MIHYCHUK	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main d'œuvre et du Travail
Maryam MONSEF	Ministre des Institutions démocratiques
Hunter TOOTOO	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne
Comité du Cabinet chargé de la croissance inclusive, de l'égalité des opportunités et de l'innovation	
Ce comité étudie les stratégies visant à promouvoir une croissance économique inclusive, l'égalité des opportunités, l'emploi et la sécurité sociale, y compris les stratégies et les initiatives sectorielles. Il est responsable des initiatives qui renforceront la classe moyenne et stimuleront sa croissance.	
Jane PHILPOTT (PRÉSIDENT)	Ministre de la Santé
Jean-Yves DUCLÓS (VICE)	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social
Lawrence MACAULAY	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
Carolyn BENNETT	Ministre des Affaires autochtones et du Nord
Scott BRISON	Président du Conseil du Trésor
Dominic LEBLANC	Leader du gouvernement à la Chambre des communes
Navdeep Singh BAINS	Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique
William Francis MORNEAU	Ministre des Finances
Chrystia FREELAND	Ministre du Commerce international
James Gordon CARR	Ministre des Ressources naturelles
Diane LEBOUTHILLIER	Ministre du Revenu national
Catherine Mary McKENNA	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique
MaryAnn MIHYCHUK	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main d'œuvre et du Travail
Amarjeet SOHI	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités
Bardish CHAGGER	Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme
Comité du Cabinet chargé de la diversité et de l'inclusion	
Ce comité se penche sur les questions qui concernent le tissu social du Canada et la promotion de la pluralité du pays. Il se penche sur les initiatives qui visent à renforcer les relations avec les Canadiens d'origine autochtone, à améliorer le rendement économique des immigrants ainsi qu'à promouvoir la diversité, le multiculturalisme et la dualité linguistique du Canada.	
John McCALLUM (PRÉSIDENT)	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté
Mélanie JOLY (VICE)	Ministre du Patrimoine canadien
Carolyn BENNETT	Ministre des Affaires autochtones et du Nord
Jody WILSON-RAYBOULD	Ministre de la Justice et procureure générale du Canada
Jean-Yves DUCLÓS	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social
Marie-Claude BIBEAU	Ministre du Développement international et de la Francophonie
Kent HEHR	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale
Maryam MONSEF	Ministre des Institutions démocratiques
Carla QUALTROUGH	Ministre des Sports et des Personnes handicapées
Patricia HAJDU	Ministre de la Condition féminine
Bardish CHAGGER	Ministre de la Petite entreprise et du Tourisme

COMITÉS PERMANENTS DU CABINET (suite)

Comité du Cabinet chargé du Canada dans le monde et de la sécurité publique	
Ce comité est responsable des questions qui touchent la participation du Canada aux activités de la communauté internationale et ses interactions avec cette dernière, la promotion des intérêts et des valeurs du Canada à l'étranger, la gestion des relations bilatérales et multilatérales ainsi que l'aide internationale. Le comité se penche également sur les questions relatives à la sécurité nationale et internationale.	
Ralph GOODALE (PRÉSIDENT)	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
Jody WILSON-RAYBOULD (VICE)	Ministre de la Justice et procureure générale du Canada
Stéphane DION	Ministre des Affaires étrangères
John McCALLUM	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté
Chrystia FREELAND	Ministre du Commerce international
Marc GARNEAU	Ministre des Transports
Marie-Claude BIBEAU	Ministre du Développement international et de la Francophonie
James Gordon CARR	Ministre des Ressources naturelles
Catherine Mary McKENNA	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique
Harjit Singh SAJJAN	Ministre de la Défense nationale
Sous-comité sur les relations canado-américaines	
Ce sous-comité s'occupe des questions qui concernent le renforcement des relations entre le Canada et les États-Unis ainsi que la promotion des intérêts communs des deux pays.	
Chrystia FREELAND (PRÉSIDENTE)	Ministre du Commerce international
Ralph GOODALE (VICE)	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
Lawrence MACAULAY	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
Stéphane DION	Ministre des Affaires étrangères
John McCALLUM	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté
Navdeep Singh BAINS	Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique
Jody WILSON-RAYBOULD	Ministre de la Justice; Procureure générale du Canada
Marc GARNEAU	Ministre des Transports
James Gordon CARR	Ministre des Ressources naturelles
Catherine Mary McKENNA	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique
Harjit Singh SAJJAN	Ministre de la Défense nationale
Bardish CHAGGER	Ministre de la Petite entreprise et du Tourisme
Comité du Cabinet chargé du renseignement et de la gestion des urgences	
Ce comité se réunit au besoin afin de se pencher sur les rapports et les priorités en matière de renseignement en plus de coordonner et de gérer les interventions en cas d'urgences publiques et d'incidents qui touchent la sécurité nationale. Ce comité examine régulièrement l'état de la préparation canadienne.	
Justin TRUDEAU (PRÉSIDENT)	Premier ministre
Jody WILSON-RAYBOULD (VICE)	Ministre de la Justice; Procureure générale du Canada
Ralph GOODALE	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
Stéphane DION	Ministre des Affaires étrangères
Dominic LEBLANC	Leader du gouvernement à la Chambre des communes
Judy FOOTE	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement
Jane PHILPOTT	Ministre de la Santé
Harjit Singh SAJJAN	Ministre de la Défense nationale

COMITÉS PERMANENTS DU CABINET (suite)

Comité du Cabinet chargé des questions concernant un gouvernement ouvert et transparent	
Ce comité se penche sur les questions qui concernent la réforme des institutions et des processus démocratiques ainsi que l'amélioration de la transparence et de l'ouverture du gouvernement.	
Judy FOOTE (PRÉSIDENTE)	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement
Carla QUALTROUGH (VICE)	Ministre des Sports et des Personnes handicapées
Ralph GOODALE	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
Scott BRISON	Président du Conseil du Trésor
Dominic LEBLANC	Leader du gouvernement à la Chambre des communes
Jody WILSON-RAYBOULD	Ministre de la Justice; Procureure générale du Canada
Mélanie JOLY	Ministre du Patrimoine canadien
Diane LEBOUTHILLIER	Ministre du Revenu national
MaryAnn MIHYCHUK	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main d'œuvre et du Travail
Maryam MONSEF	Ministre des Institutions démocratiques
Patricia HAJDU	Ministre de la Condition féminine
Comité du Cabinet chargé de l'environnement, du changement climatique et de l'énergie	
Ce comité étudie les questions relatives au développement durable, à la gestion des ressources naturelles du Canada, de l'environnement, de l'énergie, de l'eau et à la contribution du Canada à l'atténuation du changement climatique.	
Stéphane DION (PRÉSIDENT)	Ministre des Affaires étrangères
Chrystia FREELAND (VICE)	Ministre du Commerce international
Lawrence MACAULAY	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
Carolyn BENNETT	Ministre des Affaires autochtones et du Nord
Navdeep Singh BAINS	Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique
James Gordon CARR	Ministre des Ressources naturelles
Catherine Mary McKENNA	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique
Amarjeet SOHI	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités
Hunter TOOTOO	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne
Kirsty DUNCAN	Ministre des Sciences

Harjit Singh SAJJAN	Défense nationale										
MaryAnn MIHYCHUK	Emploi, Développement de la main d'œuvre et Travail										
Amarjeet SOHI	Infrastructure et Collectivités		SUPP.								
Maryam MONSEF	Institutions démocratiques		SUPP.								
Carla QUALTROUGH	Sports et Personnes handicapées										
Hunter TOOTOO	Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
Kirsty DUNCAN	Sciences										
Patricia HAJDU	Condition féminine										
Bardish CHAGGER	Petite entreprise et Tourisme										

			SUPP.	OFF.
PRÉSIDENT	VICE-PRÉSIDENT	MEMBRE	MEMBRE SUPPLÉANT	MEMBRE D'OFFICE

LETTRES DE MANDAT DU PREMIER MINISTRE AUX MINISTRES DÉCRIVANT LEURS GRANDS BUTS ET OBJECTIFS ET LEURS PRIORITÉS

Depuis quelques décennies, les premiers ministres élaborent des directives écrites – des lettres de mandat – à l’intention de leurs ministres. Ces lettres décrivent leurs attentes quant au mode de conduite des affaires attendu des ministres ainsi que les objectifs prioritaires spécifiques que chaque ministre doit atteindre. Dans les cas des ministres désignés par le Premier ministre Justin Trudeau, ces lettres de mandat ont été rendues publiques pour la première fois dans l’histoire de l’administration fédérale.

La section *directement* ci-dessous fait état des directives et des grands messages communs destinés à *tous* les ministres, c’est-à-dire les paragraphes d’ouverture et de clôture de toutes les lettres de mandat. *Plus loin* ci-dessous sont présentées les directives spécifiques applicables à chaque ministre *individuellement*. Ces dernières décrivent les grands buts et objectifs ainsi que les priorités dont doit tenir compte chaque ministre (voir l’index en page 18). S’il y a lieu, les lettres précisent aussi les circonstances où les ministres sont censés partager certains buts et certaines tâches et collaborer étroitement avec d’autres.

Directives et messages communs à tous les ministres

Nous avons promis aux Canadiens un gouvernement qui amènera de réels changements, tant en ce qui a trait à nos actions qu’à la manière dont nous les accomplirons. Lors de l’élection, la population canadienne nous a envoyé un message clair en choisissant notre plateforme qui offrait un plan nouveau et ambitieux pour une classe moyenne plus forte et à laquelle plus de gens ont accès. Les Canadiens et les Canadiennes s’attendent à ce que nous tenions nos engagements et je m’attends à ce que vous fassiez votre part pour assurer que nous réalisons nos promesses.

Nous avons pris l’engagement d’investir dans notre économie, de renforcer la classe moyenne et d’aider ceux qui travaillent fort pour en faire partie. Nous nous sommes engagés à fournir une aide plus directe aux personnes dans le besoin en donnant moins aux plus riches. Nous nous sommes engagés à investir pour faire croître l’économie et créer des emplois et de la prospérité. Nous nous sommes engagés à mettre de l’avant un plan financier responsable et transparent en cette période de difficultés économiques.

Je m’attends à ce que les Canadiens et les Canadiennes exigent notre imputabilité quant à la réalisation de nos engagements et c’est pourquoi je demande à tous les ministres de faire leur part, individuellement et collectivement, pour améliorer les perspectives et la sécurité économiques des Canadiens.

Je m’attends à ce que nous offrions des résultats concrets et un gouvernement professionnel aux Canadiens et aux Canadiennes. Pour être sûr que la plus grande importance soit accordée

aux résultats, je demanderai aux comités du Cabinet et à chaque ministre d'assurer un suivi et de communiquer les progrès réalisés entourant nos engagements, d'évaluer l'efficacité du travail et d'harmoniser nos ressources et nos priorités, afin d'obtenir les résultats que nous souhaitons et que la population mérite.

Pour nous attaquer aux problèmes auxquels nous faisons face en tant que pays – des difficultés éprouvées par la classe moyenne aux changements climatiques – il faut que les Canadiens et les Canadiennes aient confiance que leur gouvernement est honnête et disposé à les écouter. Je m'attends à ce que les mesures de rendement, la présentation de preuves et la rétroaction des Canadiens soient la pierre angulaire de notre travail. Nous dirigerons nos ressources vers les initiatives qui ont le plus d'incidences positives sur la vie des Canadiens et qui nous permettront de respecter nos engagements envers eux. Je m'attends à ce que vous produisiez régulièrement des rapports sur vos progrès dans la réalisation de nos engagements et que vous développiez des mesures efficaces qui permettront d'évaluer l'impact des travaux de votre portefeuille.

Je me suis personnellement engagé à changer l'approche d'Ottawa et à amener un vent de changement. Nous nous sommes engagés à poursuivre nos objectifs avec un esprit de collaboration renouvelé. Il est essentiel d'améliorer nos relations avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, afin d'apporter le changement positif et concret que nous avons promis aux Canadiens. Aucune relation n'est plus importante pour moi et pour le Canada que la relation avec les peuples autochtones. Il est temps de renouveler la relation de nation à nation avec les peuples autochtones pour qu'elle soit fondée sur la reconnaissance des droits, le respect, la collaboration et le partenariat.

Nous nous sommes également engagés à relever la barre en matière d'ouverture et de transparence au sein du gouvernement. Il est temps de sortir le gouvernement de l'ombre pour que celui-ci soit réellement au service de la population. Le gouvernement et les renseignements du gouvernement devraient être ouverts par défaut. Si nous voulons que les Canadiens et les Canadiennes aient confiance en leur gouvernement, nous avons besoin d'un gouvernement qui fait confiance aux Canadiens. Si nous faisons des erreurs, nous devons les reconnaître sur-le-champ. Les Canadiens et les Canadiennes n'exigent pas de nous que nous soyons parfaits, mais ils s'attendent à ce que nous soyons honnêtes, ouverts et sincères dans nos efforts pour servir l'intérêt public.

Notre plateforme guidera notre gouvernement. Au cours de notre mandat de quatre ans, nous devons réaliser tous nos engagements. Ce sera notre responsabilité collective de s'assurer que nous tenons nos promesses, tout en respectant notre plan financier. D'autres questions seront soulevées et seront portées à notre attention par les Canadiens et les Canadiennes, les partenaires et la fonction publique. Je m'attends à ce que vous vous engagiez de manière constructive et réfléchie et que vous inscriviez au besoin à votre ordre du jour les questions prioritaires qui pourraient se présenter.

À titre de ministre, vous avez la responsabilité de respecter notre engagement d'instaurer un nouveau style de leadership au sein du gouvernement. Cela comprend : une collaboration étroite avec vos collègues, un engagement significatif envers les députés de l'opposition, les comités parlementaires et la fonction publique; un dialogue constructif avec les Canadiens et les Canadiennes, la société civile et les partenaires, y compris les représentants des milieux d'affaires, du monde syndical et du secteur public élargi, ainsi que les organisations sans but

lucratif et les organismes de bienfaisance; et la quête de solutions afin d'éviter les tensions en n'aggravant pas les conflits. De plus, les membres de la Tribune de la presse parlementaire – et tous les journalistes canadiens et étrangers – sont des professionnels qui, en posant des questions pertinentes, contribuent grandement au processus démocratique. Il est essentiel d'agir et de collaborer de manière professionnelle avec eux.

Dans notre travail, la population canadienne s'attend à ce que nous agissions selon les valeurs qui nous caractérisent : l'inclusion, l'honnêteté, le travail acharné, la générosité et la saine gestion financière. Notre gouvernement sera au service de tous les Canadiens et les Canadiennes, et je m'attends à ce que vous soyez, dans votre travail, une force rassembleuse pour la population.

Vous devrez faire votre part pour respecter l'engagement du gouvernement à faire des nominations transparentes et fondées sur le mérite, à favoriser l'égalité entre les sexes et à veiller à ce que les Canadiens et les Canadiennes autochtones et les minorités soient mieux représentés dans les postes de direction.

Ces priorités sont largement tirées des engagements pris dans notre plateforme électorale. Le programme du gouvernement sera étoffé lors des discussions du Cabinet et dans le discours du Trône qui sera prononcé lorsque les travaux reprendront à la Chambre des communes.

Je m'attends à ce que vous travailliez en étroite collaboration avec votre sous-ministre et ses cadres supérieurs, pour vous assurer que les travaux en cours dans votre ministère soient effectués de manière professionnelle et que les décisions soient prises dans l'intérêt du public. Votre sous-ministre vous parlera des enjeux sur lesquels travaille actuellement votre ministère et qui pourraient dans certains cas nécessiter une prise de décision rapide. Je m'attends à ce que vous vous appliquiez et que vous mettiez nos valeurs et nos principes en pratique dans la prise de décisions, de manière à ce que les problèmes auxquels fait face votre ministère actuellement soient réglés en temps opportun et de manière responsable, en suivant l'orientation globale de notre plateforme.

En tant que gouvernement, notre capacité à mettre en œuvre notre plateforme de manière efficace dépend de notre capacité à examiner attentivement les conseils professionnels et non partisans des fonctionnaires. Chaque fois qu'un employé du gouvernement se présente au travail, il le fait au service du Canada, dans le but commun d'améliorer notre pays et la vie de tous les Canadiens et les Canadiennes. Je m'attends à ce que vous établissiez une relation de travail basée sur la collaboration avec votre sous-ministre, dont le rôle, tout comme celui des fonctionnaires sous sa direction, est de vous appuyer dans la réalisation de vos responsabilités ministérielles.

Nous voulons être un gouvernement transparent, honnête et redevable envers les Canadiens et les Canadiennes; un gouvernement qui respecte les normes d'éthique les plus rigoureuses, qui porte une attention soutenue à la gestion des fonds publics et observe la plus grande prudence dans ce domaine. Je m'attends à ce que vous incarniez ces valeurs dans votre travail et que vous ayez une conduite éthique irréprochable dans tout ce que vous faites. Dans vos échanges avec vos collègues du Cabinet, le Parlement, les partenaires ou le public, il est important que votre comportement et vos décisions soient à l'image des attentes bien fondées que les Canadiens et

les Canadiennes ont vis-à-vis de notre gouvernement. Je veux que les Canadiens et les Canadiennes regardent leur gouvernement avec fierté et confiance.

À titre de ministre, vous devez vous assurer que vous connaissez bien la *Loi sur les conflits d'intérêts* et les politiques et lignes directrices du Conseil du Trésor, et que vous les respectez à la lettre. Nous vous remettons un exemplaire du document intitulé *Pour un gouvernement ouvert et responsable* qui vous aidera à bien assumer vos responsabilités. Je vous demande de le lire attentivement et de vous assurer que les membres de votre personnel en prennent connaissance également. De plus, j'attire votre attention sur le code d'éthique qui figure à l'annexe A de ce document. Ce code d'éthique s'applique à vous et à vos employés. Tel qu'indiqué dans le code, vous devez observer les normes les plus élevées en matière d'honnêteté et d'impartialité, et l'accomplissement de vos tâches dans le cadre de vos fonctions officielles de même que l'organisation de vos affaires privées devraient pouvoir faire l'objet d'un examen scrupuleux du public. On ne s'acquitte pas de cette obligation simplement en se contentant de respecter la loi. Veuillez également examiner les passages du document *Pour un gouvernement ouvert et responsable* que nous avons ajoutés ou renforcés pour notre mandat, incluant les conseils sur l'utilisation non partisane des ressources des ministères en matière de communications et le nouveau code de conduite des employés exonérés.

Je sais que je peux compter sur vous pour exercer ces importantes responsabilités. En retour, sachez que vous pouvez compter sur moi pour vous appuyer quotidiennement dans votre rôle à titre de ministre.

Je suis très heureux de travailler avec vous à bâtir le pays encore meilleur auquel nous aspirons. Ensemble, nous travaillerons avec acharnement pour honorer la confiance que nous témoignent les Canadiens et les Canadiennes.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le très hon. Justin Trudeau, c. p., député
Premier ministre du Canada

Directives particulières à l'intention de chaque ministre

PORTEFEUILLE	MINISTRE	PAGE
Leader du gouvernement à la Chambre des communes	Dominic LEBLANC	19
Agriculture et Agroalimentaire	Lawrence MACAULAY	20
Patrimoine canadien	Mélanie JOLY	21
Institutions démocratiques	Maryam MONSEF	22
Emploi, Développement de la main-d'œuvre et Travail	MaryAnn MIHYCHUK	23
Environnement et Changement climatiques	Catherine McKENNA	25
Familles, Enfants et Développement social	Jean-Yves DUCLOS	27
Finances	William Francis MORNEAU	29
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	Hunter TOOTOO	32
Affaires étrangères	Stéphane DION	33
Santé	Jane PHILPOTT	35
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	John McCALLUM	36
Affaires autochtones et du Nord	Carolyn BENNETT	37
Infrastructure et Collectivités	Amarjeet SOHI	38
Innovation, Sciences et Développement économique	Navdeep Singh BAINS	40
Développement international et Francophonie	Marie-Claude BIBEAU	42
Commerce international	Chrystia FRELAND	43
Justice et procureure générale	Jody WILSON-RAYBOULD	45
Défense nationale	Harjit Singh SAJJAN	47
Revenu national	Diane LEBOUTHILLIER	48
Ressources naturelles	James Gordon CARR	49
Sécurité publique et Protection civile	Ralph GOODALE	50
Services publics et Approvisionnement	Judy FOOTE	51
Sciences	Kirsty DUNCAN	52
Petite entreprise et Tourisme	Bardish CHAGGER	53
Sports et Personnes handicapées	Carla QUALTROUGH	54
Condition féminine	Patricia HAJDU	55
Transports	Marc GARNEAU	56
Anciens combattants et (associé) Défense nationale	Kent HEHR	57
Conseil du Trésor (président)	Scott BRISON	58

Dominic LeBlanc : leader du gouvernement à la Chambre des communes

En tant que leader du gouvernement à la Chambre des communes, votre but ultime sera de faire en sorte que le Parlement soit de nouveau pertinent et de veiller à ce que les Canadiens sentent de nouveau qu'ils peuvent vraiment se faire entendre à Ottawa. Les députés doivent avoir les renseignements et les libertés nécessaires afin de remplir la plus importante partie de leur mandat : représenter leurs électeurs et veiller à ce que le gouvernement rende des comptes. Il vous appartient d'aider tous les députés à remplir ces responsabilités primordiales.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Travailler avec les députés afin de réformer la période des questions de manière à ce que tous les ministres, y compris le premier ministre, soient davantage obligés de rendre des comptes.
- Donner aux Canadiens et aux Canadiennes la possibilité de mieux se faire entendre à la Chambre des communes en faisant la promotion des votes libres et en limitant les situations lors desquelles les députés libéraux seront tenus de voter selon l'avis du gouvernement.
- Modifier le Règlement de la Chambre des communes afin de mettre un terme à l'utilisation inappropriée des projets de loi omnibus et des prorogations.
- Travailler avec le président du Conseil du Trésor pour garantir la cohérence entre les budgets et les Comptes publics.
- Veiller à ce que les agents du Parlement aient le financement dont ils ont besoin et qu'ils rendent des comptes uniquement au Parlement, et non pas au gouvernement en place, et ce, en collaboration avec le président du Conseil du Trésor.
- Veiller à ce que le directeur parlementaire du budget (DPB) ait les fonds dont il a besoin et qu'il soit entièrement indépendant du gouvernement. Le mandat du DPB devrait principalement consister à assurer l'exactitude et la transparence lors de l'établissement des coûts, y compris, à l'avenir, l'établissement des coûts des programmes électoraux des partis.
- Renforcer les comités parlementaires afin qu'ils puissent mieux surveiller les lois. Ceci inclut : veiller à ce que les comités parlementaires aient les ressources adéquates afin de faire venir des témoins experts et qu'ils aient le personnel nécessaire afin de continuer à effectuer de la recherche fiable et non partisane; renforcer le rôle des présidents des comités parlementaires, y compris la tenue de vote par scrutin secret; et modifier les règles de manière à ce que les ministres et les secrétaires parlementaires n'aient plus le droit de vote lors des comités.
- Exiger que, chaque trimestre, tous les députés dévoilent leurs dépenses d'une manière détaillée et de la même façon; mettre un terme aux secrets entourant le Bureau de régie interne en faisant en sorte que les réunions soient, par défaut, publiques.
- Prendre l'initiative, en collaboration avec le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, de la création d'un comité, établi par la loi et composé de députés, qui aurait des droits spéciaux en matière d'accès à l'information classifiée afin d'examiner les ministères et les agences qui ont des responsabilités en matière de sécurité nationale.
- Prendre des mesures afin de veiller à ce que le Parlement soit un milieu de travail exempt de harcèlement et de violence à caractère sexuel.

- Collaborer avec les leaders parlementaires de l'opposition afin de faire de la Chambre des communes un milieu plus favorable à la conciliation travail-famille.

Lawrence MacAulay : ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

À titre de ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, votre objectif primordial consistera à appuyer le secteur de l'agriculture de façon à permettre à ce dernier d'être un chef de file en matière de création d'emplois et d'innovation. Vous assurerez la mise en œuvre du plan de notre gouvernement visant à aider le secteur agricole canadien à être plus novateur, sûr et vigoureux. Les agriculteurs, éleveurs et transformateurs d'aliments canadiens sont la pierre angulaire de notre secteur de l'alimentation. Le gouvernement doit mettre à profit ses politiques et ses outils financiers pour soutenir le secteur de l'agriculture dans l'accomplissement de ses tâches vitales. Il doit notamment aider ce secteur dans la mise en marché des produits, la gestion de l'eau, la recherche et l'innovation ainsi que la salubrité alimentaire, en plus d'appuyer l'exportation.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Investir dans un Fonds d'investissement à valeur ajoutée lié à l'agroalimentaire afin d'attirer des investissements et créer des emplois de qualité dans le secteur de la transformation des aliments. Cette mesure permettra d'apporter de l'aide sur les plans de la technique et de la mise en marché afin d'appuyer les transformateurs d'aliments à mettre au point de nouveaux produits à valeur ajoutée qui correspondent aux goûts changeants de la population et aux occasions du marché.
- Élaborer une politique alimentaire qui fait la promotion d'un mode de vie sain et de la salubrité des aliments en mettant sur la table des familles du pays un plus grand nombre d'aliments sains de grande qualité produits par les agriculteurs et les éleveurs canadiens.
- Investir dans la recherche en agriculture pour stimuler les découvertes scientifiques et l'innovation dans ce secteur. Afin d'améliorer la répartition du financement destiné à la recherche, vous devriez établir un processus transparent auquel participeront les producteurs d'aliments.
- Promouvoir les intérêts canadiens en matière d'agriculture dans le cadre des négociations d'accords commerciaux ultérieurs.
- Travailler avec les producteurs et les gouvernements provinciaux afin d'évaluer si les différents filets de sécurité relatifs au revenu des agriculteurs répondent aux besoins des agriculteurs canadiens lorsque ces derniers doivent faire face à de graves difficultés sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle, notamment la mise en œuvre d'un cadre stratégique pluriannuel sur l'agriculture qui remplacera le cadre *Cultivons l'avenir 2*, qui viendra à échéance en 2018.
- Travailler avec les provinces, les territoires et d'autres partenaires intéressés afin d'aider le secteur à s'ajuster aux changements climatiques et à mieux gérer la question de la conservation de l'eau et du sol ainsi que les enjeux touchant le développement.
- Les agriculteurs canadiens doivent pouvoir assurer la mise en marché de leurs produits et, par conséquent, vous appuierez le ministre des Transports en entreprenant un examen complet du système de transport des grains en vue de donner suite à l'examen de la *Loi sur les transports au Canada*.

- Appuyer le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités pour veiller à ce que nous fassions d'importants investissements dans l'infrastructure liée aux transports, notamment dans les embranchements de voies ferrées sur courte distance et les terminaux de chargement terrestres et portuaires afin d'améliorer l'efficacité, d'éviter les embouteillages et d'accroître la capacité du système.
- Appuyer le ministre des Ressources naturelles et la ministre de l'Environnement et du Changement climatique pour ce qui est de l'octroi d'investissements qui feront de notre secteur des ressources naturelles l'un des chefs de file mondiaux dans l'utilisation et l'élaboration de technologies et de processus propres et durables.

Mélanie Joly : ministre du Patrimoine canadien

En tant que ministre du Patrimoine canadien, votre objectif primordial sera d'exécuter le plan de notre gouvernement de renforcer nos industries de la culture et de la création. Notre secteur culturel est une énorme source de stimulation de l'économie canadienne. Les grandes histoires du Canada, modelées par notre immense diversité, méritent d'être célébrées et partagées avec le monde entier. Notre plan vise à protéger nos institutions nationales importantes, préserver nos langues officielles, promouvoir les industries qui reflètent notre identité unique à titre de Canadiens et fournir des emplois et des opportunités économiques dans nos secteurs de la culture et de la création.

Vous serez le chef de file d'une solide équipe de ministres, composée de la ministre des Sports et des Personnes handicapées et la ministre de la Condition féminine.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Examiner les plans actuels pour le 150^e anniversaire du Canada et appuyer les efforts pangouvernementaux pour promouvoir cette importante célébration.
- Rétablir et augmenter le financement annuel de CBC/Radio-Canada, après consultation avec le radiodiffuseur et la communauté culturelle du Canada.
- Revoir le processus par lequel les membres sont nommés au conseil d'administration de CBC/Radio-Canada afin d'assurer que les nominations sont indépendantes et fondées sur le mérite.
- Doubler les investissements dans le Conseil des arts du Canada.
- Accroître le financement accordé à Téléfilm Canada et l'Office national du film.
- Rétablir les programmes de promotion de la culture PromArt et Routes commerciales, moderniser leur conception et accroître leur financement.
- Accroître le financement accordé au programme Jeunesse Canada au travail pour aider à préparer la prochaine génération de Canadiens qui travaille dans le secteur du patrimoine.
- Travailler avec le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités pour faire d'importants nouveaux investissements dans l'infrastructure culturelle dans le cadre de nos investissements dans les infrastructures sociales.
- Élaborer un nouveau plan pluriannuel en matière de langues officielles pour favoriser l'épanouissement des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire.

- Établir un service en ligne gratuit d'apprentissage et de maintien du français et de l'anglais comme langue seconde.
- Travailler avec le Président du Conseil du Trésor d'assurer que tous les services fédéraux soient dispensés en conformité totale avec la *Loi sur les langues officielles*.
- Travailler en collaboration avec la ministre des Affaires autochtones et du Nord afin de fournir de nouveaux fonds aux Premières Nations pour promouvoir, préserver et protéger leurs langues et leurs cultures.
- Collaborer avec la ministre de la Justice pour moderniser et rétablir le Programme de contestation judiciaire.

Maryam Monsef : ministre des Institutions démocratiques

En tant que ministre des Institutions démocratiques, votre objectif primordial sera de renforcer l'ouverture et l'équité des institutions publiques du Canada. Vous serez responsable de la réforme électorale et du Sénat afin de rétablir la confiance et la participation des Canadiens dans nos processus démocratiques.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Présenter une proposition pour créer un nouveau processus non partisan fondé sur le mérite pour conseiller le Premier ministre au titre des nominations au Sénat.
- Présenter une proposition pour établir un comité parlementaire spécial de consultation sur la réforme électorale, notamment le bulletin de vote préférentiel, la représentation proportionnelle, le vote obligatoire et le vote en ligne.
- Introduire des modifications à la *Loi électorale du Canada* pour accorder une plus grande autonomie au commissaire aux élections fédérales. De plus, abroger les dispositions de la *Loi sur l'intégrité des élections* qui font en sorte qu'il est plus difficile pour les Canadiens et les Canadiennes de voter et plus facile pour les contrevenants à la loi électorale d'éviter d'être punis.
- Présenter des options pour créer un poste de commissaire indépendant chargé d'organiser les débats des chefs des partis politiques lors des futures campagnes électorales fédérales, avec le mandat d'améliorer les connaissances des Canadiens et des Canadiennes en ce qui concerne les partis, leurs chefs et leurs positions stratégiques.
- Passer en revue les limites des montants que les partis politiques et les tierces parties peuvent dépenser pendant les élections, et proposer des mesures pour assurer que les dépenses encourues entre les élections soient également assujetties à des limites raisonnables.
- Travailler avec le président du Conseil du Trésor et la ministre de la Justice afin de rendre le gouvernement encore plus ouvert, notamment en appuyant la révision de la *Loi sur l'accès à l'information*.
- Appuyer le président du Conseil du Trésor dans l'élaboration de nouvelles normes de rendement et dans la mise en place d'un mécanisme d'évaluation rigoureuse du rendement des services gouvernementaux clés, notamment en rendant les résultats publics. Par ailleurs, appuyer l'élaboration d'une nouvelle stratégie de service visant à créer un guichet en ligne unique pour tous les services du gouvernement, assorti de nouvelles normes de rendement.

MaryAnn Mihychuk :
ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail

Vous ferez partie d'une solide équipe de ministres dirigée par le ministre de la Famille, de l'Enfance et du Développement social. À titre de ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, votre objectif global consistera à aider les Canadiens à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour obtenir des emplois de bonne qualité. Vous serez en mesure d'atteindre cet objectif en travaillant avec les provinces, les territoires, les municipalités, les systèmes d'éducation postsecondaires, les employeurs et les travailleurs à améliorer nos systèmes de formation afin de bâtir le capital humain dont les Canadiens et les employeurs ont besoin. Vous entreprendrez cette tâche en collaboration avec les provinces et les territoires.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Améliorer notre régime d'assurance-emploi afin de mieux l'harmoniser aux réalités du marché du travail d'aujourd'hui et de façon à ce qu'il serve les travailleurs et les employeurs. L'atteinte de cet objectif passera notamment par l'accomplissement des tâches suivantes :
 - éliminer les récents changements apportés au régime d'assurance-emploi, lesquels se sont révélés néfastes pour les travailleurs au chômage;
 - réduire les cotisations à l'assurance-emploi;
 - entreprendre un vaste examen du régime d'assurance-emploi dans le but de moderniser notre système de soutien au revenu des travailleurs au chômage, qui prive actuellement trop de travailleurs au chômage du filet de sécurité que constitue l'assurance-emploi;
 - éliminer la discrimination envers les immigrants, les jeunes travailleurs et les parents qui réintègrent le marché du travail afin qu'ils soient traités de la même manière que les autres travailleurs de leur région;
 - réduire la période d'attente pour les nouveaux prestataires, en la faisant passer de deux semaines à une semaine;
 - travailler avec le ministre des Finances pour veiller à ce que les cotisations à l'assurance-emploi servent exclusivement à financer les programmes d'assurance-emploi; et
 - travailler avec la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement afin d'établir des normes de services transparentes relativement aux prestations d'assurance-emploi pour faire en sorte que les Canadiens et les Canadiennes touchent rapidement les prestations auxquelles ils ont droit.
- Améliorer l'accès des travailleurs à des programmes de formation professionnelle de qualité qui permettent aux Canadiens et aux Canadiennes de se diriger vers de bonnes carrières. L'atteinte de cet objectif passera notamment par l'accomplissement des tâches suivantes :
 - rationaliser et élargir les ententes intergouvernementales portant sur la formation professionnelle, en l'occurrence les ententes sur le développement du marché du travail, les ententes sur le marché du travail et la Subvention canadienne pour l'emploi. Cette tâche devrait être accomplie de manière à

- appuyer les efforts déployés par les provinces, les territoires et les employeurs, et à éviter les chevauchements;
- travailler avec la ministre des Affaires autochtones et du Nord en vue de renouveler et d'améliorer la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones; et
- élaborer un cadre visant à financer les centres de formation administrés en partenariat avec les syndicats.
- Travailler avec les provinces et les territoires à rendre l'éducation postsecondaire plus abordable pour les étudiants issus de familles à revenu faible et moyen. L'atteinte de cet objectif passera notamment par l'accomplissement des tâches suivantes :
 - Élargir l'admissibilité à la Bourse pour étudiants de familles à faible revenu du gouvernement du Canada et augmenter le seuil de revenu pour y être admissible;
 - Modifier les seuils de revenu prévus dans le Programme d'aide au remboursement pour faire en sorte que les diplômés ayant une dette d'études n'aient aucun montant à rembourser jusqu'à ce qu'ils gagnent au moins 25 000 dollars par année; et
 - travailler en collaboration avec les provinces et les territoires en vue de mieux promouvoir les régimes enregistrés d'épargne-études et le Bon d'études canadien pour qu'il soit plus facile de s'y inscrire, et pour augmenter le taux d'inscriptions.

Je m'attends à ce que vous entrepreniez ce travail selon une approche de collaboration, sans obliger les autres ordres de gouvernements à assumer de nouveaux coûts. Je m'attends également à ce que vous versiez une indemnité adéquate aux provinces et territoires qui ne participent pas au Programme canadien de prêts aux étudiants.

En outre, je m'attends à ce que vous travailliez avec la ministre des Affaires autochtones et du Nord à respecter notre engagement à l'égard de l'augmentation du financement annuel que nous accordons au Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire.

- Augmenter le nombre d'emplois permanents et de qualité pour les jeunes travailleurs. L'atteinte de cet objectif passera notamment par l'accomplissement des tâches suivantes :
 - augmenter nos investissements dans la Stratégie emploi jeunesse et améliorer les résultats de la stratégie;
 - travailler avec le ministre des Finances afin d'accorder une pause de 12 mois de cotisations à l'assurance-emploi pour les entreprises qui embauchent de jeunes travailleurs afin de pourvoir des postes permanents en 2016, 2017 ou 2018;
 - travailler avec les provinces, les territoires et les établissements d'enseignement postsecondaires afin d'élaborer ou d'élargir les programmes de pré-apprentissage;
 - travailler avec moi-même afin d'élaborer un programme de service volontaire pour les jeunes; et
 - travailler avec la ministre du Développement international et de la Francophonie de manière à intégrer des possibilités de travail à l'étranger dans le programme de service volontaire pour les jeunes.

- Appuyer le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social dans l'élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté. Dans cette stratégie seront énoncés des objectifs qui permettront de réduire la pauvreté et de mesurer les progrès réalisés et de les rendre publics. Notre stratégie s'harmonisera avec les stratégies de réduction de la pauvreté déjà mises en place par les provinces et les municipalités, et elle les appuiera. Dans le cadre de cette stratégie, je m'attends à ce que vous lanciez des initiatives qui mettent en valeur les emplois et le travail de qualité au Canada en réponse au rapport fédéral intitulé : *Équité au travail : Des normes du travail fédérales pour le XX^{ième} siècle*.
- Travailler avec le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social afin de respecter notre engagement à accorder des congés plus généreux et souples aux aidants naturels ainsi qu'à assouplir les congés parentaux.
- Travailler avec la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement afin de rétablir une approche équitable et équilibrée relativement aux syndicats en abrogeant les projets de loi C-377 et C-525, et en assurant la mise en œuvre d'un régime moderne des justes salaires.
- Modifier le *Code canadien du travail* afin de permettre aux travailleurs de demander formellement à leur employeur des conditions de travail souples, et tenir des consultations auprès des provinces et des territoires relativement à la mise en œuvre de changements du même ordre dans les secteurs soumis à une réglementation provinciale.
- Travailler avec le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités afin de fixer une cible adéquate relativement à l'embauche d'apprentis dans tous les projets d'infrastructure du gouvernement fédéral.
- Travailler avec le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social pour mettre au point une stratégie d'innovation sociale et de finances sociales.
- Travailler avec la ministre des Sciences à la mise en place de mesures visant à aider les employeurs à créer plus de postes de stagiaires pour les étudiants inscrits à des programmes liés aux sciences, à la technologie, au génie, aux mathématiques et aux affaires.
- Travailler avec la ministre de la Condition féminine et les collègues des différents ministères afin d'agir pour veiller à ce que les institutions fédérales soient des milieux de travail exempts de harcèlement et de violence de nature sexuelle.
- Travailler avec la ministre des Affaires autochtones et du Nord et le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique pour favoriser le développement économique et la création d'emploi pour les Autochtones.

Catherine McKenna :
ministre de l'Environnement et du Changement climatique

En votre qualité de ministre de l'Environnement et du Changement climatique, votre objectif primordial consistera à jouer le rôle de chef de file dans la mise en œuvre du plan du gouvernement visant à assurer un environnement sain et une économie durable. Votre priorité sera d'assurer que notre gouvernement fournit un leadership national pour réduire les émissions, lutter contre les changements climatiques et établir le prix du carbone. Je m'attends à ce que vous participiez au rétablissement de la réputation du Canada dans le domaine de la gouvernance environnementale.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- En partenariat avec les provinces et les territoires, élaborer un plan pour lutter contre les changements climatiques et réduire les émissions de gaz à effet de serre, conformément à nos obligations internationales et à notre engagement de stimuler notre économie de façon durable. Vous participerez avec moi à la Conférence sur le climat, qui aura lieu à Paris, et, à notre retour, nous fixerons une date de rencontre avec les dirigeants provinciaux et territoriaux pour élaborer un cadre pancanadien de lutte contre les changements climatiques.
- En partenariat avec les provinces et les territoires, établir des cibles nationales de réduction des émissions et veiller à ce que les provinces et les territoires disposent d'un financement fédéral ciblé et de la souplesse nécessaire pour élaborer leurs propres politiques pour respecter ces engagements, y compris leurs propres politiques d'établissement du prix du carbone. Ces cibles tiendront compte du coût économique et des impacts catastrophiques d'une hausse de la température moyenne du globe de plus de deux degrés, ainsi que le besoin du Canada de déployer des efforts pour éviter que cette situation se produise. À cet égard, apporter un soutien au ministre des Finances dans la création d'un nouveau Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone pour aider à financer des projets qui réduisent sensiblement les émissions de carbone au titre du nouveau cadre pancanadien.
- Traiter nos eaux douces comme une précieuse ressource qui doit faire l'objet d'une protection et d'une gouvernance prudente, notamment en collaborant avec d'autres ordres de gouvernement pour protéger les eaux douces du Canada par le biais de la sensibilisation, de la géocartographie, de la protection des bassins versants et d'investissements dans les meilleures technologies de traitement des eaux usées. Collaborer avec le ministre des Finances pour respecter nos engagements envers le G20 et éliminer progressivement nos subventions à l'industrie des combustibles fossiles à moyen terme.
- Travailler en partenariat avec les États-Unis, le Mexique, le ministre des Ressources naturelles et le ministre des Affaires étrangères pour élaborer un accord nord-américain ambitieux sur l'énergie propre et l'environnement.
- Apporter un soutien au ministre de l'Infrastructure et des Collectivités pour protéger nos collectivités des défis posés par les changements climatiques et les soutenir dans la transition vers une croissance économique plus durable en faisant d'importants nouveaux investissements dans l'infrastructure verte.
- Renforcer la protection des espèces en péril au Canada en répondant rapidement aux conseils des scientifiques et en préparant des programmes solides de rétablissement des espèces en péril en temps opportun.
- Travailler avec les provinces et les territoires pour établir des normes de qualité de l'air plus rigoureuses, surveiller les émissions et fournir des incitatifs aux investissements qui mènent à de l'air plus pur et à des collectivités en meilleure santé.
- Avec l'appui du ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, et du ministre des Ressources naturelles, passer immédiatement en revue les processus canadiens d'évaluation environnementale afin de regagner la confiance du public, commercialiser nos ressources et introduire de nouveaux processus équitables qui permettront :

- de rétablir une surveillance étroite et des évaluations environnementales exhaustives des secteurs relevant de la compétence du gouvernement fédéral, tout en travaillant avec les provinces et les territoires pour éviter tout chevauchement;
 - de veiller à ce que les décisions se fondent sur la science, les faits et les preuves, et servent l'intérêt du public;
 - de fournir aux Canadiens et aux Canadiennes des moyens pour exprimer leurs points de vue, et aux experts la possibilité d'y contribuer réellement; et
 - d'exiger que les promoteurs de projet choisissent les meilleures technologies disponibles pour réduire les incidences environnementales.
- Élargir le réseau de parcs nationaux du Canada, et gérer et accroître le nombre de Réserves nationales de faune et de Refuges d'oiseaux migrateurs.
 - Élargir les programmes et les services de Parcs Canada afin qu'un plus grand nombre de Canadiens et de Canadiennes puissent faire l'expérience de nos parcs nationaux et en apprendre davantage sur notre environnement et notre patrimoine.
 - Faire en sorte que tous les visiteurs puissent entrer gratuitement dans les parcs nationaux en 2017, à l'occasion du 150^e anniversaire de la Confédération. À compter de 2018, veiller à ce que l'entrée des enfants de moins de 18 ans soit gratuite et offrir l'entrée gratuite pendant une année à tous les adultes qui sont devenus des citoyens canadiens au cours des 12 mois précédents.
 - Par le biais d'un Programme d'initiation au camping élargi, veiller à ce qu'un plus grand nombre de familles à revenu faible ou modeste aient l'occasion de vivre l'expérience de la vie au grand air au Canada.
 - Protéger nos parcs nationaux en y limitant le développement et, si possible, travailler avec les collectivités voisines pour les aider à développer les industries écotouristiques locales et à créer des emplois.
 - Travailler avec le gouvernement de l'Ontario afin de revitaliser le premier parc national en milieu urbain au pays, le parc urbain national de la Rouge, notamment en améliorant les dispositions législatives visant à protéger cet important écosystème et à orienter la gestion de ce parc.
 - Travailler en collaboration avec le ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne afin de renouveler notre engagement relativement à la protection des Grands Lacs, du bassin du Saint-Laurent et du bassin du Lac Winnipeg.
 - Travailler en collaboration avec le ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne et la ministre des Sciences à l'examen des répercussions des changements climatiques sur les écosystèmes marins arctiques.
 - Travailler avec le ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne en vue d'accroître la proportion de zones marines et côtières protégées – à 5 % d'ici 2017 et à 10 % d'ici 2020 – grâce à de nouveaux investissements en matière de science et de consultation des collectivités.

Jean-Yves Duclos :
ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

En tant que ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, votre principal objectif sera d'accroître la sécurité économique et sociale des Canadiens. Tous les enfants canadiens méritent une chance réelle et équitable de réussir et tous les Canadiens devraient

être en mesure de vivre dans la dignité. Je suis convaincu que vous penserez avant tout à ces principes alors que vous respecterez nos engagements, et je sais que vous effectuerez votre travail dans un esprit de collaboration et en tenant compte du fait que les provinces et les municipalités jouent un rôle de chef de file dans ces domaines.

Vous serez le chef d'une solide équipe de ministres, composée de la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail ainsi que par la ministre des Sports et des Personnes handicapées.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Travailler de concert avec le ministre des Finances pour concevoir et mettre en œuvre l'Allocation canadienne aux enfants (ACE), qui sera basée sur la Prestation fiscale canadienne pour enfants et le Supplément de la Prestation nationale pour enfants existants et qui remplacera la Prestation universelle pour la garde d'enfants.
- Travailler de concert avec le ministre des Finances pour améliorer la sécurité du revenu des aînés vivant seuls en augmentant de dix pour cent le Supplément de revenu garanti (SRG) pour les aînés, en indexant les prestations de la Sécurité de la vieillesse (SV) et du SRG à un nouvel indice des prix pour les aînés, en annulant l'augmentation de l'âge d'admissibilité à la SV (65 à 67 ans) et en collaborant avec les provinces et les territoires pour assurer des programmes de soutien adéquats et coordonnés pour lutter contre la pauvreté chez les aînés.
- Travailler de concert avec la ministre des Affaires autochtones et du Nord pour lancer des consultations auprès des provinces et des territoires ainsi que des peuples autochtones relativement à un cadre national sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants en tant que première étape vers des services de garde abordables, de grande qualité, flexibles et véritablement inclusifs.
- Diriger l'élaboration d'une stratégie canadienne de réduction de la pauvreté qui prévoirait des objectifs en vue de réduire la pauvreté de même que des mesures et des rapports publics sur nos progrès, en collaboration avec la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail. Notre stratégie s'harmonisera avec les stratégies provinciales et municipales de réduction de la pauvreté existantes et elle les appuiera.
- Travailler de concert avec la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail pour tenir notre engagement d'offrir des congés généreux et flexibles aux aidants naturels et des congés parentaux plus flexibles.
- En votre qualité de ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, travailler de concert avec le ministre d'Infrastructure et des Collectivités à élaborer une stratégie pour restaurer le rôle du gouvernement fédéral à supporter le logement abordable, notamment des façons suivantes :
 - en accordant la priorité aux investissements dans les infrastructures des logements abordables et des résidences pour personnes âgées, y compris en trouvant des façons d'appuyer la construction municipale de nouvelles unités de logement et la modernisation de celles qui existent;
 - en aidant les municipalités à maintenir les subventions aux loyers proportionnées aux revenus dans les coopératives;

- en fournissant aux collectivités l'argent dont elles ont besoin pour les initiatives « Chez soi d'abord » qui aident les sans-abris au Canada à trouver un logement stable;
- en travaillant de concert avec le ministre des Finances pour encourager la construction de nouveaux logements locatifs abordables en exemptant entièrement de la TPS tous les nouveaux investissements en capital dans le logement locatif abordable;
- en travaillant de concert avec le ministre des Finances pour moderniser le Régime d'accession à la propriété existant et permettre aux Canadiens qui vivent des changements soudains et importants dans leur vie d'acheter une maison sans pénalité fiscale;
- en travaillant de concert avec le ministre des Finances pour garantir que la nouvelle Banque de l'infrastructure du Canada fournit du financement pour appuyer la construction de nouveaux logements locatifs abordables;
- en travaillant de concert avec la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement pour dresser la liste de tous les terrains et immeubles fédéraux inoccupés qui pourraient être adaptés et offrir quelques-uns de ces terrains à bas prix ou gratuitement pour que soient construits des logements abordables;
- en étudiant la hausse du prix des maisons dans les marchés à prix élevés et en examinant tous les outils stratégiques pouvant aider plus de Canadiens à devenir propriétaires;
- en proposant des mesures pour prévenir la fraude hypothécaire;
- en utilisant le questionnaire détaillé obligatoire du recensement rétabli pour s'assurer que les décisions relatives au logement sont prises en utilisant les meilleures données et les données les plus récentes.
- Travailler de concert avec la ministre des Sports et des Personnes handicapées, de même qu'avec les provinces, les territoires et les intervenants, afin d'élaborer une loi nationale sur les personnes handicapées pour éliminer les obstacles systémiques et garantir l'égalité des chances à toutes les personnes handicapées du Canada.
- Travailler avec la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail afin d'élaborer une stratégie portant sur l'innovation sociale de même que sur la finance sociale.
- Travailler avec la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement afin d'établir des normes de services transparentes pour faire en sorte que les Canadiens et les Canadiennes touchent rapidement les prestations auxquelles ils ont droit.

William Francis Morneau : ministre des Finances

À titre de ministre des Finances, votre objectif primordial consistera à utiliser les outils fiscaux et de budgétisation qui sont à votre disposition afin de mettre en œuvre notre Bon plan pour renforcer la classe moyenne. Ce plan est fondé sur le concept qu'une économie vigoureuse prend appui sur une classe moyenne forte et croissante et qu'il faut faire des investissements afin de renforcer la classe moyenne et d'aider ceux qui travaillent avec ardeur pour en faire partie. Les Canadiens et les Canadiennes nous ont élus afin de concrétiser notre engagement d'investir afin de créer une croissance durable et des possibilités sur le plan économique pour un plus grand nombre de Canadiens et de Canadiennes. On s'attend à ce que vous vous chargiez

de la mise en œuvre fiscale de notre plan et que vous vous assuriez que nous offrons les services nécessaires, que vous créiez des emplois de qualité et que vous amélioriez les possibilités sur le plan économique, ainsi que la sécurité des Canadiens et des Canadiennes. Vous vous assurerez que notre plan fiscal est réaliste, viable, prudent et transparent et qu'il est communiqué clairement aux Canadiens et aux Canadiennes. Je vous demande d'aider les Canadiens et les Canadiennes à comprendre les défis et les possibilités qui se présentent à nous sur le plan économique et d'assurer un leadership afin de mener le Canada vers un avenir économique plus prospère, inclusif et durable.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis, y compris notre premier budget, pour mener à bien vos grandes priorités :

- S'assurer que notre plan fiscal est viable en respectant nos cibles fiscales, qui sont d'équilibrer le budget en 2019–2020 et de réduire le rapport entre la dette fédérale et le PIB tout au long de notre mandat.
- Mettre en place la réduction d'impôt visant la classe moyenne et demander aux Canadiens les plus riches, qui représentent 1 % de la population, de donner un peu plus.
- Annuler le partage du revenu et autres allègements fiscaux mal ciblés, tout en conservant le partage du revenu de pensions pour les aînés.
- Aider le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social à mettre en œuvre l'Allocation canadienne aux enfants, qui se situe dans le prolongement de la Prestation fiscale canadienne pour enfants et du Supplément de la prestation nationale pour enfants et qui remplacera la Prestation universelle pour la garde d'enfants.
- Rencontrer vos collègues provinciaux et territoriaux dès que possible afin d'entamer un processus vers la bonification du Régime de pensions du Canada dans le but d'offrir une plus grande sécurité financière aux Canadiens au moment de leur retraite.
- Aider la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail à mener à bien notre plan de rendre plus abordable l'éducation pour les étudiants issus de familles à revenu faible ou modeste.
- Collaborer avec le président du Conseil du Trésor et vos collègues ministres en vue de mener un examen des dépenses fiscales et autres dépenses afin de réduire les mesures mal ciblées et inefficaces, les dépenses inutiles et les initiatives gouvernementales qui sont inefficaces ou devenues désuètes.
- Collaborer avec le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités afin de veiller à ce que les fonds d'infrastructure non dépensés soient automatiquement transférés aux municipalités par le truchement d'un complément temporaire aux fonds de la taxe sur l'essence.
- Supprimer la TPS appliquée aux nouvelles dépenses en immobilisations dans le secteur du logement locatif et moderniser le Régime d'accession à la propriété actuel afin d'aider les Canadiens touchés par des changements soudains et importants dans leur vie.
- Travailler avec la ministre du Revenu national afin de permettre aux organismes de bienfaisance de travailler au nom des Canadiens et des Canadiennes sans avoir à subir de harcèlement politique, et de moderniser les règles régissant les organismes de bienfaisance et les organismes à but non lucratif. Cela comprendra la clarification des règles régissant les « activités politiques », en reconnaissant le fait que les organismes de bienfaisance apportent une contribution importante dans les débats publics et au

- sujet des politiques d'intérêt public. De ce processus découlera un nouveau cadre législatif visant à renforcer ce secteur.
- Travailler avec le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités à créer la Banque d'infrastructure du Canada afin d'offrir du financement à faible coût (y compris des garanties d'emprunt) pour de nouveaux projets d'infrastructure municipaux faisant partie de nos secteurs d'investissement prioritaires.
 - Aider la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail à améliorer et à moderniser le programme d'assurance-emploi et le système de formation professionnelle.
 - Collaborer avec la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail afin de s'assurer que les cotisations à l'assurance-emploi soient utilisées seulement pour financer des programmes d'assurance-emploi.
 - Travailler de concert avec la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail afin de fournir une pause de 12 mois de cotisations d'assurance-emploi pour les entreprises qui embauchent de jeunes travailleurs afin de pourvoir des postes permanents en 2016, 2017 ou 2018.
 - Collaborer avec la ministre des Affaires autochtones et du Nord en vue d'élaborer une nouvelle relation fiscale dans le but de lever le plafond de 2 % associé aux augmentations du financement annuel, ainsi que d'assurer, pour les communautés des Premières Nations, un financement adéquat, prévisible et durable.
 - Collaborer avec le ministre des Ressources naturelles afin d'accroître les mesures fiscales actuelles en vue de générer plus d'investissement dans les technologies vertes, et collaborer avec les provinces et territoires afin de rendre le système fiscal canadien hautement concurrentiel pour ce qui est des investissements dans la recherche, le développement et la production de technologies vertes.
 - Collaborer avec la ministre de l'Environnement et du Changement climatique dans le but de créer un Fonds pour une économie à faible production de carbone afin de participer au financement de projets permettant de réduire considérablement les émissions de carbone dans le contexte du nouveau cadre pancanadien.
 - Collaborer avec la ministre de l'Environnement et du Changement climatique pour que nous respections nos engagements en lien avec le G20 et éliminions les subventions à la production de combustibles à moyen terme.
 - Élaborer des propositions visant à permettre l'utilisation de la déduction fiscale pour frais d'exploration au Canada uniquement dans les cas d'explorations infructueuses et à rediriger toute économie vers de nouvelles technologies vertes.
 - Collaborer avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique pour veiller à ce que les mesures fiscales soient efficaces et encouragent l'innovation, le commerce et la croissance des entreprises canadiennes.
 - Travailler avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique et la ministre du Commerce international dans le but de promouvoir des investissements et des stratégies appropriés dans le secteur automobile afin de s'adapter à la participation possible du Canada au Partenariat transpacifique.
 - Collaborer avec le président du Conseil du Trésor afin de rendre la comptabilité et les rapports financiers du gouvernement plus cohérents, transparents et compréhensibles pour les Canadiens. Cela doit comprendre l'obligation de fournir une analyse des coûts pour toutes les lois proposées et de recevoir l'approbation du Parlement pour tout plan d'emprunt.

- Rétablir le crédit d'impôt pour contribution à un fonds de travailleurs pour soutenir la croissance économique et aider les Canadiens à épargner en vue de leur retraite.
- Introduire un nouvel avantage fiscal pour aider les enseignants et les éducateurs de la petite enfance en ce qui a trait aux coûts associés aux fournitures scolaires.
- Accroître la déduction pour les habitants du Nord pour aider les Canadiens vivant dans les régions nordiques afin d'atténuer les coûts de la vie élevés et de favoriser la croissance des économies du Nord.
- Collaborer avec la ministre du Commerce international et la ministre du Développement international et de la Francophonie afin de régler les problèmes associés au financement du développement.
- Abroger la *Loi fédérale sur l'équilibre budgétaire*.

Hunter Tootoo :
ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne

En votre qualité de ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, votre objectif primordial consistera à protéger nos trois océans, nos côtes maritimes, nos voies maritimes ainsi que nos pêches afin d'en assurer la vitalité pour les générations futures. Le Canada est particulièrement privilégié d'avoir accès à une abondance de ressources d'eau douce et d'espaces maritimes et côtiers d'une diversité et d'une richesse écologique et économique remarquables. La gouvernance adéquate de ses ressources est, pour le Canada, une responsabilité au sujet de laquelle il est imputable dans le monde entier.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Travailler avec la ministre de l'Environnement et du Changement climatique en vue d'accroître la proportion de zones marines et côtières protégées – à 5 % d'ici 2017 et à 10 % d'ici 2020 – grâce à de nouveaux investissements en matière de science et de consultation des collectivités.
- Rétablir les investissements fédéraux annuels dans la recherche sur l'eau douce et procéder à de nouveaux investissements dans le projet canadien de la région des lacs expérimentaux.
- Réinjecter des fonds à l'appui des programmes de science et de contrôle océanographiques du Canada dans le but de protéger la santé des stocks halieutiques, de contrôler les contaminants et la pollution dans les océans et d'appuyer une aquaculture responsable et durable dans les régions côtières du Canada.
- S'appuyer sur les preuves scientifiques et le principe de la prudence et tenir compte des changements climatiques dans la prise de décisions ayant des répercussions sur les stocks halieutiques et la gestion des écosystèmes.
- Travailler de concert avec les provinces, les territoires, les nations autochtones et d'autres intervenants pour assurer une meilleure gestion commune de nos trois océans.
- Travailler en collaboration avec la ministre de l'Environnement et du Changement climatique afin de renouveler notre engagement relativement à la protection des Grands Lacs, du bassin du Saint-Laurent et du bassin du Lac Winnipeg.
- Donner suite aux recommandations de la Commission Cohen sur le rétablissement des populations de saumon dans le fleuve Fraser.

- Travailler en collaboration avec le ministre des Transports à revoir les modifications à la *Loi sur les pêches* et à la *Loi sur la protection des eaux navigables* apportées par le précédent gouvernement, réinstaurer les protections éliminées et intégrer des mécanismes de protection modernes.
- Collaborer avec les ministres des Transports, des Ressources naturelles et de l'Environnement et du Changement climatique à la mise en application du moratoire sur le transport de brut le long de la côte nord de la Colombie-Britannique, ce qui inclut l'Entrée Dixon, le détroit d'Hécate et le détroit de la Reine-Charlotte.
- De concert avec la ministre de l'Environnement et du Changement climatique et le ministre des Ressources naturelles, passer immédiatement en revue les processus canadiens d'évaluation environnementale afin de regagner la confiance du public, commercialiser nos ressources et introduire de nouveaux processus équitables qui permettront :
 - de rétablir une surveillance étroite et des évaluations environnementales exhaustives des secteurs relevant de la compétence du gouvernement fédéral, tout en travaillant avec les provinces et les territoires pour éviter tout chevauchement;
 - de veiller à ce que les décisions se fondent sur la science, les faits et les preuves et servent l'intérêt du public;
 - de fournir aux Canadiens et aux Canadiennes des moyens pour exprimer leurs points de vue, et aux experts la possibilité d'y contribuer réellement; et
 - d'exiger que les promoteurs de projet choisissent les meilleures technologies disponibles pour réduire les incidences environnementales.
- Rouvrir le centre secondaire de sauvetage maritime de St. John's, à Terre-Neuve, et la base de la Garde côtière de Kitsilano, à Vancouver.
- Travailler avec la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement au respect des engagements pris relativement à de nouveaux navires pour la Garde côtière dans le cadre de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale.
- Travailler avec le ministre des Transports et la ministre de l'Environnement et du Changement climatique à l'amélioration de la sécurité maritime.
- Travailler avec la ministre de l'Environnement et du Changement climatique et la ministre des Sciences à l'examen des répercussions des changements climatiques sur les écosystèmes marins arctiques.

Stéphane Dion : ministre des Affaires étrangères

À titre de ministre des Affaires étrangères, votre objectif global consistera à rétablir un leadership canadien constructif dans le monde et à faire progresser les intérêts du Canada. Ce leadership renouvelé servira nos intérêts sur les plans de la sécurité et de l'économie, en plus de répondre au profond désir des Canadiens d'apporter une contribution réelle et significative aux efforts visant à bâtir un monde plus pacifique et prospère.

Vous serez appelé à diriger une solide équipe de ministres, composée de la ministre du Commerce international et de la ministre du Développement international et de la Francophonie.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Améliorer les relations avec les États-Unis, notre allié le plus proche et notre plus important partenaire en matière d'économie et de sécurité, et renforcer la coopération trilatérale nord-américaine avec les États-Unis et le Mexique. L'atteinte de cet objectif exigera notamment une collaboration avec les ministres pertinents dans les buts suivants :
 - travailler avec les États-Unis afin de réaliser d'importants progrès dans l'élimination des obstacles au commerce entre nos pays, notamment en améliorant l'infrastructure et la sécurité à la frontière, en simplifiant l'inspection des cargaisons et en facilitant le mouvement des gens. Cette tâche demandera l'intensification du dialogue avec les provinces relativement aux enjeux liés à la frontière et à la réglementation;
 - travailler avec les ministres pertinents, dont la ministre du Commerce international et la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, en vue de préparer le Sommet des dirigeants nord-américains qui se tiendra au Canada;
 - élaborer un accord nord-américain sur l'énergie propre et l'environnement;
 - appuyer le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté en éliminant l'obligation pour les Mexicains d'obtenir un visa.
- Veiller au maintien d'un lien solide entre les politiques de défense, les politiques étrangères et la sécurité nationale.
- Revitaliser la diplomatie publique du Canada, la mobilisation des intervenants et la collaboration avec des partenaires du Canada et de l'étranger.
- Donner un souffle nouveau à la diplomatie et au leadership du Canada relativement à d'importants enjeux internationaux et au sein d'institutions multilatérales. L'atteinte de cet objectif passera notamment par l'accomplissement des tâches suivantes :
 - en collaboration avec la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, faire du Canada un chef de file dans les efforts internationaux visant à combattre les changements climatiques;
 - en collaboration avec le ministre de la Défense nationale, accroître le soutien du Canada aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies ainsi que ses efforts de médiation, de prévention des conflits et de reconstruction à la suite de conflits;
 - en collaboration avec la ministre du Développement international et de la Francophonie, faire la promotion des valeurs que sont la gouvernance inclusive et responsable, le pluralisme pacifique ainsi que le respect de la diversité et des droits de la personne, dont les droits des femmes et des réfugiés;
 - devenir signataire du Traité sur le commerce des armes.
- Augmenter l'interaction du Canada avec le monde sur les plans de l'éducation et de la culture. L'atteinte de cet objectif passera notamment par l'accomplissement de la tâche suivante :
 - appuyer la ministre du Patrimoine canadien dans le rétablissement des programmes de promotion de la culture PromArt et Routes commerciales, leur modernisation et la bonification de leur financement.

Jane Philpott : ministre de la Santé

À titre de ministre de la Santé, votre objectif global consistera à renforcer le système de santé universel financé par l'État et à veiller à ce qu'il s'adapte aux nouveaux défis. Les soins de santé à l'échelle du Canada évoluent rapidement pour s'adapter aux besoins changeants d'une population vieillissante et des progrès réalisés au chapitre des technologies de la santé. Le gouvernement fédéral doit jouer un rôle de premier plan dans l'amélioration de la qualité des soins offerts aux Canadiens et des résultats obtenus à cet égard. Je m'attends à ce que vous collaboriez avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour les aider à rendre les soins à domicile et les soins de santé mentale plus accessibles, et les médicaments sur ordonnance, plus abordables. Les Canadiens en bonne santé physique et mentale travaillent mieux, sont plus productifs et contribuent davantage à notre économie, tout en menant une vie plus saine et plus heureuse. Notre système de soins de santé offre aux Canadiens une tranquillité d'esprit, mais nous devons effectuer les investissements nécessaires pour faire en sorte qu'il puisse s'adapter aux défis.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Faire participer les provinces et les territoires à la préparation d'un nouvel accord sur la santé pluriannuel qui comprendrait notamment une entente de financement à long terme. L'accord devrait en outre :
 - favoriser la prestation de meilleurs services de soins à domicile, et en plus grand nombre, notamment en assurant un meilleur accès à des fournisseurs de soins à domicile de qualité supérieure, ainsi qu'à un soutien financier pour les soins aux familles et, au besoin, les soins palliatifs;
 - promouvoir une collaboration pancanadienne dans le domaine de l'innovation en santé digitale pour encourager l'adoption de nouvelles technologies de la santé et, ce faisant, améliorer l'accès, accroître l'efficacité et obtenir de meilleurs résultats pour les patients;
 - améliorer l'accès aux médicaments sur ordonnance essentiels; à cet égard, il faudra conjuguer nos efforts à ceux des gouvernements provinciaux et territoriaux pour acheter des médicaments en vrac, réduire les coûts que doivent payer les gouvernements canadiens pour ces médicaments et les rendre plus abordables pour les Canadiens, et déterminer s'il est nécessaire d'établir une liste nationale;
 - accroître l'accessibilité des services de santé mentale de haute qualité aux Canadiens qui en ont besoin.
- Promouvoir la santé publique en augmentant le taux de vaccination; en adoptant de nouvelles restrictions, semblables à celles maintenant en vigueur au Québec, sur la publicité visant la consommation de boissons et d'aliments mauvais pour la santé destinée aux enfants; en adoptant des règlements plus stricts, semblables à ceux en vigueur aux États-Unis, pour éliminer les gras trans et réduire le sodium dans les aliments transformés; et en améliorant les étiquettes des aliments afin que celles-ci contiennent plus de renseignements sur les sucres et les colorants artificiels ajoutés dans les aliments transformés.
- Aider la ministre des Sports et des Personnes handicapées à obtenir plus de financement pour l'Agence de santé publique du Canada, afin d'appuyer la mise en

- œuvre d'une stratégie nationale visant à accroître la sensibilisation des parents, des entraîneurs et des athlètes sur le traitement d'une commotion cérébrale.
- Adopter des prescriptions en matière de banalisation des emballages des produits du tabac similaires à celles de l'Australie et du Royaume-Uni.
 - Soutenir les efforts de la ministre de la Justice et du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile qui mèneront à la légalisation et à la réglementation de la marijuana.
 - Collaborer avec la ministre des Affaires autochtones et du Nord à la mise en œuvre et à l'élargissement du programme Nutrition Nord, de concert avec les collectivités nordiques.

John McCallum :
ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté

À titre de ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, votre objectif global consistera à rouvrir les portes du Canada pour accueillir ceux et celles qui veulent contribuer au succès de notre pays. La population canadienne est ouverte, tolérante et généreuse. Ces qualités devraient se refléter dans les politiques du Canada en matière d'immigration et dans l'accueil que réserve le Canada aux réfugiés fuyant les conflits. Lorsque nous nous serrons les coudes pour accueillir les personnes qui ont besoin d'aide et celles qui veulent bâtir un Canada meilleur, nos communautés s'en trouvent renforcées.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Diriger les efforts pangouvernementaux visant à réinstaller 25 000 réfugiés syriens dans les mois à venir.
- Dans le cadre du Plan annuel des niveaux d'immigration de 2016, proposer de doubler le nombre de demandes d'entrée permises pour les parents et les grands-parents d'immigrants, pour le faire passer à 10 000 par année.
- Accorder des points additionnels dans le cadre du programme Entrée express afin de donner un plus grand nombre d'occasions aux demandeurs ayant des frères ou sœurs canadiens.
- Faire passer l'âge maximal des personnes à charge de 19 à 22 ans afin de permettre à un plus grand nombre de Canadiens d'amener leurs enfants au Canada.
- Soumettre une proposition visant la résidence permanente pour les nouveaux époux qui entrent au Canada.
- Présenter un plan pour réduire les délais de traitement des demandes de parrainage, de citoyenneté et d'autres visas.
- Rétablir intégralement le Programme fédéral de santé intérimaire, qui fournit des services de santé limités et temporaires aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.
- Former un groupe d'experts sur les droits de la personne pour vous aider à déterminer les pays d'origine désignés, et pour donner aux citoyens de ces pays un droit d'appel pour les décisions concernant les réfugiés.
- Modifier le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour supprimer les frais de 1 000 dollars associés à l'étude d'impact sur le marché du travail qui est actuellement nécessaire pour embaucher des aides familiaux résidants, et collaborer avec les

- provinces et les territoires à l'élaboration d'un réseau d'entreprises réglementées qui embaucheraient des aides familiaux résidants au nom des familles qui en ont besoin.
- Diriger les efforts visant à faciliter l'admission temporaire des voyageurs à faible risque, y compris les visiteurs d'affaires, et lever l'obligation de visa pour les ressortissants mexicains.
 - Collaborer avec la ministre de la Justice et le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile à abroger les dispositions de la *Loi sur la citoyenneté* qui donnent au gouvernement le droit de répudier la citoyenneté des citoyens ayant une double nationalité.
 - Supprimer les règlements qui enlèvent le crédit accordé aux étudiants internationaux pour la moitié du temps qu'ils ont passé au Canada, et les règlements qui exigent des nouveaux citoyens qu'ils signent une déclaration selon laquelle ils ont l'intention de résider au Canada.

Carolyn Bennett : ministre des Affaires autochtones et du Nord

À titre de ministre des Affaires autochtones et du Nord, votre objectif premier consistera à renouveler la relation entre le Canada et les peuples autochtones. Vos travaux doivent permettre de nouer une relation de nation à nation fondée sur la reconnaissance, les droits, le respect, la coopération et la collaboration. Je m'attends à ce que vous repreniez le processus de renouvellement de la relation de nation à nation avec les Autochtones afin de réaliser de réels progrès sur les enjeux les plus importants pour les Premières Nations, la Nation métisse et les communautés inuites, comme le logement, l'emploi, les soins de santé et de santé mentale, la sécurité des communautés et le maintien de l'ordre, l'aide sociale à l'enfance et l'éducation.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Travailler avec les provinces et les territoires ainsi qu'avec les Premières Nations, la Nation métisse et les Inuits afin d'appuyer les travaux de réconciliation et de poursuivre le processus nécessaire de divulgation des faits et de guérison, en vue de donner suite aux recommandations de la Commission de vérité et de réconciliation, en commençant par la mise en œuvre de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*.
- De concert avec la ministre de la Justice et avec l'appui de la ministre de la Condition féminine, élaborer un processus et un mandat en vue d'une enquête sur le meurtre et la disparition de femmes et de filles autochtones au Canada, notamment nommer un ministre responsable.
- Entreprendre un examen des lois, des politiques et des pratiques opérationnelles, en vous appuyant sur les conseils de la ministre de la Justice et en mobilisant les Premières Nations, la Nation métisse et les Inuits, afin de veiller à ce que l'État respecte entièrement ses obligations de consultation et d'accommodement conformément à ses obligations constitutionnelles et internationales, y compris en ce qui concerne les droits ancestraux et issus de traités.
- Collaborer avec le ministre des Finances en vue d'élaborer une nouvelle relation fiscale dans le but de lever le plafond de 2 % associé aux augmentations du financement annuel, ainsi que d'assurer, pour les communautés des Premières Nations, un financement adéquat, prévisible et durable.

- Réaliser de nouveaux investissements importants en éducation pour les Premières Nations afin que les enfants des réserves reçoivent un enseignement de qualité, tout en respectant le principe des Premières Nations selon lequel les Premières Nations veillent au contrôle de leurs systèmes d'éducation.
- Travailler avec les survivants des pensionnats indiens, les Premières Nations et les communautés métisses et inuites, les provinces, les territoires et le personnel scolaire afin d'introduire dans le programme d'enseignement scolaire les droits ancestraux et issus de traités, l'histoire des pensionnats indiens et l'apport des Autochtones.
- Travailler avec les Métis, dans le cadre de relations de nation à nation, afin de faire progresser la réconciliation et de renouveler la relation en misant sur la coopération, le respect des droits, nos obligations internationales et un engagement à mettre un terme au *statu quo*.
- Collaborer avec les ministres des Ressources naturelles, de l'Environnement et du Changement climatique ainsi que des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, afin de modifier les dispositions législatives sur les évaluations environnementales en vue d'assurer une consultation et une participation accrues des groupes autochtones dans le cadre des examens et de la surveillance des grands projets d'exploitation des ressources.
- Collaborer avec la ministre de la Santé afin de mettre à jour et d'élargir le programme Nutrition Nord, en consultation avec les communautés nordiques.
- Collaborer avec le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social pour tenir des consultations avec les provinces, les territoires et les Autochtones sur la création d'un cadre national pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants comme première étape vers l'offre de services de garde abordables, souples et entièrement inclusifs de qualité supérieure.
- Travailler en collaboration avec le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, et en consultation avec les Premières Nations, les Inuits et d'autres intervenants dans le but d'améliorer les infrastructures physiques essentielles pour les communautés autochtones, notamment la situation des Autochtones en matière de logement.
- Collaborer avec la ministre de la Condition féminine afin d'aider le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités à améliorer et à maintenir le réseau canadien de centres d'hébergement et de maisons de transition de manière à ce que toute personne fuyant une situation de violence familiale puisse trouver un endroit où se réfugier.
- Travailler de concert avec la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail ainsi qu'avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique pour favoriser le développement économique et la création d'emploi pour les Autochtones.

Amarjeet Sohi : ministre de l'Infrastructure et des Collectivités

En votre qualité de ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, votre objectif primordial consistera à amorcer la reconstruction du Canada du XXI^e siècle. Cela nécessitera de nouveaux investissements considérables dans le transport en commun, les infrastructures vertes et les infrastructures sociales, comme le logement abordable, ainsi que les infrastructures stratégiques qui se traduiront par l'accroissement du commerce et de l'économie. Vous devrez amorcer vos travaux en misant sur la collaboration, en tenant compte du fait que les gouvernements des provinces et des territoires sont des partenaires clés en vue de la réussite

des projets d'infrastructure. Je m'attends à ce que vous mobilisiez de nouveau les administrations municipales afin qu'elles participent à l'élaboration de nos plans, et à ce que vous fassiez en sorte que, dans l'ensemble de notre gouvernement, nous collaborions avec les municipalités sur les questions qui les concernent. Je m'attends également à ce que vous harmonisiez nos efforts avec les priorités existantes des provinces, des territoires et des municipalités, dans la mesure où ces priorités sont dans l'intérêt du public à long terme.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis, y compris notre premier budget, pour mener à bien vos grandes priorités :

- Élaborer un plan décennal en vue d'accorder un nouveau financement considérable aux provinces, aux territoires et aux municipalités. Ce plan devrait prévoir une augmentation immédiate des investissements visant les infrastructures, et le financement prévisible à long terme devrait appuyer la réalisation des priorités des provinces, des territoires et des municipalités, l'amélioration de l'accès aux programmes d'infrastructure actuels ainsi que de la gouvernance de ces programmes, l'élargissement de la capacité de collecte de données et la promotion d'une meilleure gestion des infrastructures au Canada. Le plan devrait mettre l'accent sur les éléments suivants :
 - le transport en commun;
 - les infrastructures sociales, comme le logement abordable, les installations pour les aînés, l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, ainsi que les infrastructures récréoculturelles;
 - les infrastructures vertes, y compris des investissements dans les réseaux locaux d'eau et d'assainissement, les énergies propres, les infrastructures résistantes aux changements climatiques comme les systèmes d'atténuation des inondations, et les infrastructures de protection contre les changements météorologiques;
 - la modification du Fonds Chantiers Canada dans le but de le rendre plus transparent et d'accélérer les processus d'approbation, ce qui éliminera la nécessité de faire l'objet d'une présélection des partenariats public-privé dans le cadre des projets. Ce fonds devrait par ailleurs être davantage axé sur les priorités stratégiques et visant les infrastructures propices au commerce, comme les routes, les ponts, les corridors de transport, les ports et les postes frontaliers.

Ce processus devrait aboutir à la conclusion, avec les provinces et les territoires, d'accords bilatéraux sur les investissements en matière d'infrastructures. Vous devriez également collaborer avec le ministre des Finances afin de veiller à ce que les fonds d'infrastructure non dépensés soient automatiquement transférés aux municipalités par le truchement d'un complément temporaire aux fonds de la taxe sur l'essence.

- Collaborer avec le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social à l'élaboration d'une stratégie en matière de logement dans le but de rétablir le rôle du gouvernement fédéral dans l'aide au logement abordable.
- Travailler en collaboration avec le ministre des Finances à l'établissement de la Banque de l'infrastructure du Canada afin qu'elle puisse offrir un financement à faible coût (y compris des garanties de prêt) dans le cadre de nouveaux projets d'infrastructures municipales dans nos secteurs d'investissement prioritaires. Cette nouvelle institution

travaillera en partenariat avec les autres ordres de gouvernement ainsi qu'avec la communauté financière du Canada de manière à ce que le gouvernement fédéral puisse mettre à profit sa forte cote de solvabilité et son important pouvoir de prêt afin qu'il soit plus facile – et plus abordable – pour les municipalités de financer la grande variété de projets d'infrastructure dont leurs collectivités ont besoin. Cela devrait comprendre les préparatifs en vue du lancement des obligations vertes du Canada, lesquelles rendront possibles des investissements supplémentaires lorsque le manque de capital représentera un obstacle à la réalisation de projets.

- Appuyer le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile en ce qui a trait à l'examen des mesures en place pour assurer la protection des Canadiens et des infrastructures critiques du Canada contre les cybermenaces.
- Aider la ministre des Affaires autochtones et du Nord dans le but d'améliorer les infrastructures physiques essentielles pour les communautés autochtones, notamment la situation des Autochtones en matière de logement.
- Travailler en collaboration avec la ministre de la Condition féminine et la ministre des Affaires autochtones et du Nord afin d'élargir et de maintenir le réseau canadien de centres d'hébergement et de maisons de transition de manière à ce que toute personne fuyant une situation de violence familiale puisse trouver un endroit où se réfugier.
- Aller de l'avant avec le remplacement du pont Champlain sans péage.

Navdeep Singh Bains :
ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique

En votre qualité de ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, votre objectif primordial consistera à aider les entreprises canadiennes à prendre de l'expansion, à innover et à exporter leurs produits afin qu'elles puissent créer des emplois de qualité et assurer la prospérité des Canadiens et des Canadiennes. Vous atteindrez cet objectif en collaborant avec les provinces, les territoires, les municipalités, les représentants du système d'enseignement postsecondaire, les employeurs et les travailleurs de manière à accroître la qualité et à améliorer l'incidence de nos programmes à l'appui de l'innovation, de la recherche scientifique et de l'entrepreneuriat. Vous collaborerez avec les provinces, les territoires et les municipalités afin d'harmoniser vos efforts respectifs lorsque la situation le permet. Je m'attends à ce que vous établissiez des partenariats étroits avec les entreprises et les secteurs dans le but d'appuyer les efforts déployés pour accroître la productivité et l'innovation. En outre, vous collaborerez étroitement avec la ministre du Commerce international afin d'aider les entreprises canadiennes à accroître leur compétitivité dans les marchés d'exportation.

Vous serez appelé à diriger une solide équipe de ministres, composée de la ministre des Sciences ainsi que de la ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme. Par ailleurs, vous serez également le ministre responsable des six organismes de développement régional.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis, y compris notre premier budget, pour mener à bien vos grandes priorités :

- Réinstaurer le formulaire long du recensement et mettre à jour les dispositions législatives régissant Statistique Canada afin de renforcer l'indépendance de cette institution.
- Améliorer la qualité des données accessibles au public au Canada. Cela nécessitera une collaboration avec Statistique Canada, le président du Conseil du Trésor et d'autres ministères et agences afin de concevoir une initiative des données ouvertes qui tiendra compte des données volumineuses et qui rendra accessibles au public davantage de données payées par les Canadiens.
- Élaborer un programme d'innovation qui comprendra :
 - l'élargissement d'une aide efficace pour les incubateurs et les accélérateurs d'entreprises, le réseau national émergent pour l'innovation des entreprises et le soutien aux grappes d'entreprises, et le programme d'aide à la recherche industrielle. Ces investissements cibleront les principaux secteurs en croissance où le Canada a la capacité d'attirer des investissements ou des entreprises en croissance axées sur l'exportation. Vous apporterez votre concours au ministre des Finances de manière à veiller à ce que les mesures fiscales soient efficaces et favorisent l'innovation, le commerce et la croissance des entreprises canadiennes;
 - la collaboration avec les organismes de développement régional dans le but d'effectuer des investissements stratégiques misant sur les avantages régionaux compétitifs. Il pourrait s'avérer approprié d'effectuer des investissements à l'appui de la transition et de la diversification dans les collectivités qui, par le passé, ont été grandement dépendantes des possibilités économiques découlant d'un seul secteur. Des stratégies propres aux collectivités qui dépendent du secteur d'activités traditionnel de la fabrication pourraient être nécessaires.
- Apporter votre concours à la ministre de l'Environnement et du Changement climatique ainsi qu'au ministre des Ressources naturelles en vue des investissements stratégiques qui seront faits dans notre secteur de la technologie propre.
- Apporter votre concours au ministre des Ressources naturelles, à la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, à la ministre des Affaires autochtones et du Nord, ainsi qu'au ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne en ce qui a trait aux investissements qui auront pour but de faire de nos secteurs de ressources des chefs de file mondiaux en matière d'utilisation et de conception d'une technologie et de processus propres et durables.
- Avec l'appui du ministre des Finances et de la ministre du Commerce international, prévoir les investissements et les stratégies qui s'imposent afin que le secteur de l'automobile puisse s'adapter en vue de la participation potentielle du Canada au Partenariat transpacifique.
- Apporter votre concours à la ministre du Commerce international à l'égard de l'élaboration de programmes pour aider les entreprises canadiennes à accroître leurs exportations, à élargir la diversité de leurs partenaires de commerce ainsi qu'à s'ajuster et à se préparer en vue de la mise en œuvre de nouveaux accords commerciaux et à en bénéficier.
- Appuyer le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile en ce qui a trait à l'examen des mesures en place pour assurer la protection des Canadiens et des infrastructures critiques du Canada contre les cybermenaces.

- Aider la ministre des Sciences à établir de nouvelles chaires de recherche du Canada dans le domaine des technologies durables.
- Étendre la couverture à large bande à haute vitesse et appuyer la concurrence, le choix et la disponibilité de ces services, et favoriser un climat propice aux investissements en ce qui a trait aux services de télécommunications afin que le Canada demeure à la fine pointe de l'économie numérique.
- Travailler de concert avec la ministre des Affaires autochtones et du Nord et la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail pour favoriser le développement économique et la création d'emploi pour les Autochtones.
- Collaborer avec les ministres des Services publics et de l'Approvisionnement et de la Défense nationale afin d'identifier des opportunités de retombées économiques pour le secteur industriel canadien, y compris dans le cadre du renouvellement de la flotte navale et de la flotte de la Garde côtière canadienne ainsi que de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale.

Marie-Claude Bibeau :
ministre du Développement international et de la Francophonie

Vous ferez partie d'une solide équipe de ministres dirigée par le ministre des Affaires étrangères.

À titre de ministre du Développement international et de la Francophonie, votre objectif global consistera à diriger les efforts du Canada en vue de fournir de l'aide humanitaire visant à réduire la pauvreté et l'iniquité dans le monde.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Recentrer l'aide au développement consentie par le Canada sur l'aide aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, et sur le soutien aux États fragiles. L'atteinte de cet objectif passera notamment par l'accomplissement des tâches suivantes :
 - Tenir des consultations auprès d'intervenants canadiens et d'organisations vouées à l'aide internationale afin de créer un nouveau cadre de politiques et de financement destiné à orienter les décisions du Canada relativement à l'aide qu'il accorde, à favoriser l'autonomisation des populations et à appuyer une croissance vaste et durable dans les pays en développement;
 - Appuyer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui énonce une série d'objectifs de développement adoptés par les Nations Unies au mois de septembre 2015;
 - Travailler avec le ministre des Affaires étrangères afin de promouvoir les valeurs que sont la gouvernance inclusive et responsable, le pluralisme pacifique ainsi que le respect de la diversité et des droits de la personne, dont les droits des femmes et des réfugiés;
 - Veiller à ce que l'importante priorité de développement du Canada en matière de santé des mères, des nouveau-nés et des enfants soit orientée en fonction de preuves et de résultats plutôt qu'en fonction de considérations idéologiques, notamment en éliminant des lacunes liées aux droits et aux soins de santé des femmes relativement à la reproduction;

- Faire du Canada un chef de file en ce qui a trait à l'innovation et à l'efficacité en matière de développement, notamment en améliorant la transparence dans l'aide consentie, en favorisant l'amélioration de la collecte et de l'analyse de données, ainsi qu'en examinant des mécanismes nouveaux et existants de prestation d'aide et d'établissements de partenariats;
- En collaboration avec la ministre de l'Environnement et du Changement climatique et le ministre des Finances, fournir de l'aide aux pays vulnérables face aux conséquences déstabilisatrices des changements climatiques, notamment par l'entremise de financement lié au climat.
- Travailler avec le ministre des Finances sur les problèmes de financement liés au développement;
- Travailler avec le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté sur les enjeux touchant la migration internationale et sur notre engagement à assurer la réinstallation de 25 000 réfugiés syriens.
- Travailler avec moi et la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail afin de tirer parti des occasions internationales qui pourraient survenir et de les intégrer au Programme de service jeunesse.
- Assurer le maintien de l'engagement solide et soutenu du Canada envers l'Organisation internationale de la Francophonie.

Chrystia Freeland : ministre du Commerce international

Vous ferez partie d'une équipe solide de ministres dirigés par le ministre des Affaires étrangères. À titre de ministre du Commerce international, vous avez comme objectif général d'accroître les activités commerciales du Canada et d'attirer des investissements créateurs d'emplois au Canada, en accroissant les échanges commerciaux avec les grands marchés en croissance rapide, notamment la Chine et l'Inde, et en approfondissant nos liens commerciaux avec les partenaires traditionnels.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Élaborer des stratégies afin de mettre en œuvre l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et organiser des consultations sur la participation potentielle du Canada au Partenariat transpacifique (PTP). Vous devrez notamment travailler en collaboration avec les ministres concernés, les provinces et les territoires pour appuyer les ajustements nécessaires dans les secteurs de l'agriculture et l'automobile, et les dédommagements relatifs aux hausses graduelles des coûts pour les régimes d'assurance-médicaments publics découlant de l'AECG.
- Mettre en œuvre et élargir les accords de libre-échange conclus par le Canada dans le monde. Cela devrait comprendre la mise en œuvre d'accords avec Israël, le Chili et l'Ukraine.
- Faire la promotion des intérêts du Canada en matière d'agriculture dans le cadre des négociations entourant de futurs accords commerciaux.
- Élaborer une nouvelle stratégie canadienne en matière de commerce et d'exportation pour appuyer les entreprises canadiennes qui exportent vers des marchés internationaux et aider les administrations canadiennes à attirer des investissements étrangers directs. Cette stratégie comprendra un partenariat actif avec les entreprises

afin de favoriser leur croissance – comme le font nos principaux partenaires et concurrents. La nouvelle stratégie devrait comprendre les éléments suivants :

- créer un *Bureau des investissements au Canada* renforcé, dirigé par un président-directeur général, pour travailler de manière intégrée avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations municipales, et offrir des services d'expert-conseil pour attirer des investisseurs étrangers et simplifier le processus grâce à un guichet unique;
 - élaborer des *plans de mise en œuvre d'accords commerciaux* afin d'aider les entreprises canadiennes à profiter des occasions qui découlent des accords commerciaux. Ces plans rassembleront les ressources de l'ensemble du gouvernement, notamment celles d'institutions comme Exportation et développement Canada et la Banque de développement du Canada. Ils pourraient aussi comprendre la révision des rôles de ces organisations afin qu'ils soient mieux harmonisés à notre nouvelle stratégie commerciale;
 - élaborer une stratégie ciblée visant à promouvoir le commerce et les investissements avec les marchés émergents, en portant une attention particulière à la Chine et à l'Inde. La mobilisation de nos petites et moyennes entreprises et la riche diversité de la population canadienne devraient faire partie de cette stratégie;
 - améliorer le soutien aux entreprises canadiennes qui désirent faire de l'exportation, et aux collectivités canadiennes qui cherchent à attirer des investissements. Il s'agira notamment de travailler en collaboration avec les provinces afin de réinstaurer les services de promotion du commerce.
- En collaboration avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, rencontrer des représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux et des administrations municipales pour faire en sorte que nos stratégies, dans la mesure du possible, sont harmonisées afin de renforcer la marque générale du Canada et de réduire la complexité et le fardeau administratif pour les investisseurs étrangers et les entreprises canadiennes qui font du commerce à l'échelle internationale.
 - Appuyer la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, et le ministre des Ressources naturelles afin de favoriser les investissements stratégiques dans la technologie propre et nos secteurs des ressources. Nous désirons que les entreprises canadiennes soient des chefs de file mondiaux de l'utilisation et du développement de technologies et de procédés propres et durables pouvant être exportés dans le monde entier.
 - Appuyer la ministre du Patrimoine canadien à restaurer les programmes Routes Commerciales et PromArt.
 - Aider le ministre des Affaires étrangères à renforcer nos relations avec nos partenaires nord-américains, à faire la promotion d'initiatives bilatérales et trilatérales visant à réduire les obstacles au commerce entre nos pays et à renforcer la compétitivité de l'Amérique du Nord à l'échelle mondiale. Vous devriez également aider la ministre de l'Environnement et du Changement climatique et le ministre des Ressources naturelles à élaborer une entente nord-américaine sur l'énergie propre et l'environnement.
 - Travailler avec le ministre des Finances et la ministre du Développement international et de la Francophonie afin de régler les problèmes associés au financement du développement.

Jody Wilson-Raybould :
ministre de la Justice et procureure générale du Canada

Le rôle que vous avez à jouer comporte deux volets, soit celui de ministre de la Justice et celui de procureure générale du Canada. En votre qualité de ministre de la Justice, vous êtes la conseillère juridique du Cabinet. De ce fait, vous êtes responsable de l'administration de la justice, notamment des politiques dans des domaines comme le droit criminel, le droit de la famille, la législation en matière de droit de la personne, le droit international public et privé, le droit constitutionnel et la justice dans le contexte des Autochtones. En votre qualité de procureure générale du Canada, vous êtes la première conseillère juridique de l'État et, à ce titre, vous avez la responsabilité de diriger tous les procès au nom du gouvernement fédéral et de préserver la Constitution, la primauté du droit ainsi que le respect de l'indépendance des tribunaux.

En votre qualité de ministre de la Justice et de procureure générale du Canada, votre objectif primordial consistera à veiller à ce que notre législation respecte les normes les plus élevées en matière d'équité, d'impartialité et de respect de la primauté du droit. Je m'attends à ce que vous preniez les dispositions nécessaires pour vous assurer que nos initiatives sont conformes à la Constitution du Canada et aux décisions des tribunaux, et qu'elles s'inscrivent dans les traditions juridiques qui font toute notre fierté. Vous devrez veiller à la protection des droits des Canadiens et des Canadiennes, faire en sorte que nos travaux respectent le plus possible la *Charte canadienne des droits et libertés* et veiller à ce que notre gouvernement tente d'atteindre ses objectifs stratégiques d'une manière qui, dans la mesure du possible, ne porte pas atteinte aux droits des Canadiens et des Canadiennes, ni à leur vie privée.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Diriger un processus, de concert avec la ministre de la Santé, visant à collaborer avec les provinces et les territoires dans le but de donner suite à la décision de la Cour suprême du Canada au sujet de l'aide médicale à mourir.
- En collaboration avec la ministre des Affaires autochtones et du Nord, et avec l'appui de la ministre de la Condition féminine, élaborer un processus et un mandat en vue d'une enquête sur le meurtre et la disparition de femmes et de filles autochtones au Canada, notamment nommer un ministre responsable.
- Revoir notre stratégie en matière de litiges. Cela devrait comprendre la prise rapide de décisions quant à la conclusion des appels ou aux prises de position qui ne cadrent pas avec nos engagements, avec la *Charte* ou avec nos valeurs.
- Réviser les changements apportés depuis dix ans à notre système de justice pénale ainsi que les réformes de la détermination des peines apportées au cours de la dernière décennie, avec le mandat d'évaluer ces changements et de veiller à ce que nous accroissions la sécurité de nos collectivités, que nous utilisions au mieux l'argent des contribuables, que nous comblions les lacunes et que nous nous assurions que les dispositions actuelles cadrent avec les objectifs du système de justice pénale. Ce processus devrait notamment permettre d'accroître le recours à la justice réparatrice et à d'autres initiatives visant la réduction du taux d'incarcération chez les Autochtones du

Canada. De ce processus devrait par ailleurs découler la mise en œuvre des recommandations formulées à l'issue de l'enquête sur la mort d'Ashley Smith quant à la restriction du recours à l'isolement cellulaire et quant au traitement des personnes souffrant de problèmes de santé mentale.

- Collaborer avec le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile ainsi qu'avec la ministre des Affaires autochtones et du Nord afin de combler les lacunes associées aux services offerts aux Autochtones et aux personnes souffrant de problèmes de santé mentale qui naviguent dans le système de justice pénale.
- Travailler avec le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile ainsi qu'avec la ministre de la Santé pour créer un processus fédéral-provincial-territorial qui mènera à la légalisation et à la réglementation de la marijuana.
- Déployer des efforts de modernisation afin d'accroître l'efficacité du système de justice pénale en collaboration avec les provinces et les territoires. Cela devrait comprendre le recours accru aux technologies de l'information de manière à augmenter l'efficacité et la rapidité du système, l'exploration de solutions de rechange aux peines traditionnelles et de la réforme du cautionnement, ainsi que la mise sur pied d'un tribunal unifié de la famille.
- Appuyer la ministre du Patrimoine canadien dans le rétablissement d'un programme modernisé de contestation judiciaire.
- Travailler avec le ministre des Finances et la ministre du Revenu national afin d'élaborer un cadre législatif et réglementaire modernisé pour régir le secteur des organismes de bienfaisance et celui des organismes sans but lucratif.
- Mobiliser toutes les parties à la Chambre des communes afin de veiller à ce que le processus de nomination des juges à la Cour suprême soit transparent, inclusif et imputable envers la population canadienne. Des consultations devraient être menées auprès de tous les intervenants concernés et les personnes nommées à la Cour suprême devraient être effectivement bilingues.
- Appuyer le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile dans ses efforts visant à abroger des éléments clés du projet de loi C-51, et à introduire une nouvelle législation qui permettra d'accroître l'imputabilité entourant la sécurité nationale et d'atteindre un meilleur équilibre entre la sécurité collective et les droits et libertés.
- Appuyer le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile dans ses efforts visant à abroger des éléments clés du projet de loi C-42 et à donner suite à notre engagement à réduire le nombre d'armes de poing et d'armes d'assaut qui circulent dans nos rues.
- Donner suite à nos engagements électoraux entourant le raffermissement des lois criminelles et des conditions de mise en liberté dans les cas de violence familiale, en consultation avec les intervenants et dans l'objectif de veiller à la sécurité des personnes survivantes et des enfants. Ce travail devrait être amorcé en consultation avec la ministre de la Condition féminine et le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.
- Travailler avec le président du Conseil du Trésor afin d'accroître l'ouverture du gouvernement, notamment en prêtant votre concours au président du Conseil du Trésor dans le cadre la révision de la *Loi sur l'accès à l'information* de manière à ce que les Canadiens et les Canadiennes puissent accéder plus facilement à leurs renseignements personnels, à ce que la commissaire à l'information soit autorisée à ordonner la divulgation des renseignements du gouvernement et à ce que la *Loi* s'applique de

manière adéquate au Cabinet du Premier ministre, aux cabinets des ministres ainsi qu'aux organismes administratifs qui sont au service du Parlement et des tribunaux.

- Mettre en œuvre des dispositions législatives gouvernementales pour ajouter l'identité de genre au nombre des motifs de distinction illicites en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, ainsi que pour intégrer cet élément à la liste des traits distinctifs des « groupes identifiables » protégés en vertu des dispositions du *Code criminel* portant sur la propagande haineuse.

Harjit Singh Sajjan : ministre de la Défense nationale

En tant que ministre de la Défense nationale, votre priorité absolue sera de veiller à ce que les Forces armées canadiennes soient dûment préparées et dotées du matériel nécessaire pour protéger la souveraineté du Canada, défendre l'Amérique du Nord, fournir une aide en cas de désastre, mener des missions de recherche et sauvetage, appuyer les opérations de paix des Nations Unies et contribuer à la sécurité de nos alliés, y compris dans le cadre des opérations des forces alliées et coalisées à l'étranger, lorsqu'elles sont appelées à le faire. Il importera d'établir un lien étroit entre la politique relative à la défense, la politique étrangère et la sécurité nationale. Je vous demande également de travailler en étroite collaboration avec le ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale pour veiller à une transition sans failles en ce qui a trait à l'accès aux programmes et services d'Anciens Combattants Canada pour les membres des Forces armées canadiennes.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Travailler de concert avec le ministre des Affaires étrangères pour mettre fin aux missions de combat en Iraq et en Syrie et revoir les efforts déployés par le Canada dans ces régions afin de les orienter vers la formation des forces locales et le soutien humanitaire.
- Veiller à ce que les Forces armées canadiennes aient le matériel dont elles ont besoin, ce qui signifie :
 - travailler de concert avec le ministre des Finances pour maintenir le niveau actuel des dépenses consacrées à la Défense nationale, y compris les augmentations actuelles planifiées à ce poste;
 - travailler de concert avec la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement au lancement d'un appel d'offres ouvert et transparent pour le remplacement du chasseur CF-18, en misant sur des options qui répondent aux besoins du Canada en matière de défense;
 - travailler de concert avec la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement pour investir dans le renforcement de la Marine, tout en respectant les engagements pris dans le cadre de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale.
- Travailler de concert avec le ministre des Affaires étrangères au renouvellement des engagements du Canada à l'égard des opérations de paix des Nations Unies, ce qui inclut :
 - assurer la disponibilité des capacités spécialisées du Canada – qu'il s'agisse des équipes médicales mobiles, du soutien technique, du transport aérien de matériel et de personnel – après évaluation de la situation;

- travailler de concert avec le ministre des Affaires étrangères pour aider les Nations Unies à répondre plus rapidement aux conflits qui éclatent soudainement ou qui prennent de l'ampleur en fournissant du personnel dûment formé en interventions internationales et pouvant être déployé, notamment des commandants de mission, des officiers d'état-major et des unités du quartier général;
- diriger des opérations internationales visant à améliorer et à accroître la formation de personnel militaire et civil déployé dans le cadre d'opérations de paix, tout en insistant sur le fait que tout gardien de la paix coupable d'une inconduite soit tenu responsable par son propre pays et les Nations Unies.
- Maintenir un engagement soutenu du Canada au sein du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).
- Lancer un processus d'examen ouvert et transparent visant à créer une nouvelle stratégie de défense pour le Canada en remplacement de la *Stratégie de défense Le Canada d'abord*, aujourd'hui désuète.
- Renouveler la priorité accordée par le Canada à la surveillance et au contrôle du territoire canadien et de ses régions frontalières, particulièrement dans la région de l'Arctique, et augmenter les effectifs des Rangers canadiens.
- Travailler de concert avec les principaux dirigeants des Forces armées canadiennes à l'établissement et au maintien d'un milieu de travail exempt de harcèlement et de discrimination.
- Travailler de concert avec le ministre des Anciens Combattants et le ministre associé de la Défense nationale afin de simplifier et de revoir les façons de faire en matière de prestation de services et de renforcer le partenariat entre la Défense nationale et les Anciens Combattants.
- Appuyer le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile en ce qui a trait à l'examen des mesures en place pour assurer la protection des Canadiens et des infrastructures critiques du Canada contre les cybermenaces.
- Travailler avec le ministre des Anciens Combattants et ministre associé à la Défense nationale en vue d'élaborer une stratégie de prévention du suicide à l'intention du personnel des Forces armées canadiennes et des anciens combattants.

Diane Lebouthillier : ministre du Revenu national

La raison d'être de l'Agence du revenu du Canada (ARC) est de servir les Canadiens et les Canadiennes. À titre de ministre du Revenu national, votre objectif primordial sera de rendre l'ARC plus juste et plus utile et de faciliter l'accès à ses services. Vous dirigerez les travaux visant à remanier son modèle de services afin que les personnes qui interagissent avec l'ARC soient traités comme des clients importants et non comme de simples contribuables.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Faire de l'ARC une agence axée sur la clientèle qui :
 - communique de façon proactive avec les Canadiens et les Canadiennes qui ne reçoivent pas les économies d'impôts auxquelles ils ont droit;

- offre à certains clients de remplir leur déclaration, en particulier les Canadiens et les Canadiennes qui gagnent un revenu plus faible et ceux qui ont un revenu fixe et dont la situation demeure inchangée d'une année à l'autre;
- soutient un plus grand nombre de Canadiens et Canadiennes qui veulent produire leur déclaration de revenus sans utiliser de formulaires en papier;
- envoie des produits de correspondance et d'autres produits de communication clairs et faciles à lire.
- Permettre aux organismes de bienfaisance d'accomplir leur travail au nom des Canadiens et Canadiennes sans faire l'objet de harcèlement politique et moderniser les règles qui régissent les secteurs des organismes de bienfaisance et des organismes sans but lucratif, en collaboration avec le ministre des Finances. Cette modernisation nécessitera entre autres une clarification des règles entourant l'« activité politique », compte tenu du fait que les organismes de bienfaisance contribuent de façon importante au débat public et à la politique publique. Un nouveau cadre juridique visant à renforcer le secteur découlera de ce processus. Il sera aussi nécessaire de travailler en collaboration avec le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social afin d'élaborer une stratégie relative au financement social et aux entreprises à vocation sociale.
- Investir des ressources additionnelles pour aider l'ARC à sévir contre les fraudeurs fiscaux et travailler avec des partenaires internationaux pour adopter des stratégies de lutte contre l'évasion fiscale.

James Gordon Carr : ministre des Ressources naturelles

Tout au long de l'histoire du Canada, notre prospérité a été intimement liée aux ressources naturelles. L'une des principales responsabilités du gouvernement fédéral consiste à aider à mettre les ressources naturelles sur le marché, ce qui n'est possible que si nous obtenons la confiance nécessaire du public en répondant aux préoccupations environnementales, autochtones et locales. En tant que ministre des Ressources naturelles, votre but ultime sera de veiller à ce que le secteur des ressources naturelles permette la création d'emplois, la prospérité et l'apparition d'occasions de développement fondé sur des pratiques durables et des procédés à faible émission de carbone. Ceci exige un investissement continu et un soutien à l'innovation dans le secteur des ressources naturelles.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Travailler en collaboration étroite avec les provinces et les territoires afin d'élaborer une stratégie énergétique canadienne pour assurer la sécurité énergétique du Canada; encourager l'économie d'énergie; et faire en sorte que des énergies propres et renouvelables fassent leur apparition sur un réseau électrique intelligent.
- Travailler avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique afin d'investir dans des producteurs de technologie propre qui pourront répondre aux problèmes environnementaux les plus urgents du Canada et créer davantage d'occasions d'emploi pour les travailleurs canadiens.
- Travailler avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique et d'autres ministres responsables afin d'appuyer l'innovation et l'utilisation de technologies propres dans notre secteur des ressources naturelles, y

- compris dans le domaine des forêts, des pêches, des mines, de l'énergie et de l'agriculture.
- Travailler avec le ministre des Finances en vue d'améliorer les mesures fiscales actuelles afin d'encourager davantage d'investissement dans les technologies propres, et collaborer avec les provinces et les territoires afin de faire du Canada le pays le plus avantageux d'un point de vue fiscal pour les investissements dans la recherche, le développement et la production de technologies vertes.
 - De concert avec la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, le ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne et la ministre des Affaires autochtones et du Nord passer immédiatement en revue les processus canadiens d'évaluation environnementale afin de regagner la confiance du public et introduire de nouveaux processus équitables qui permettront :
 - de rétablir une surveillance étroite et des évaluations environnementales exhaustives des secteurs relevant de la compétence du gouvernement fédéral, tout en travaillant avec les provinces et les territoires pour éviter tout chevauchement;
 - de veiller à ce que les décisions se fondent sur la science, les faits et les preuves et servent l'intérêt du public;
 - de fournir aux Canadiens et aux Canadiennes des moyens pour exprimer leurs points de vue, et aux experts la possibilité d'y contribuer réellement, y compris des mesures afin de permettre aux groupes autochtones de participer pleinement à l'étude et la surveillance d'importants projets de développement des ressources; et
 - d'exiger que les promoteurs de projet choisissent les meilleures technologies disponibles pour réduire les incidences environnementales.
 - Moderniser l'Office national de l'énergie afin que sa composition reflète les points de vue des régions et qu'il ait suffisamment d'expertise dans les domaines de la science de l'environnement, du développement communautaire et du savoir ancestral autochtone.
 - Travailler de concert avec les États-Unis et le Mexique de même qu'avec la ministre de l'Environnement et du Changement climatique et le ministre des Affaires étrangères afin de concevoir une entente nord-américaine ambitieuse en matière d'énergie propre et de protection de l'environnement.

Ralph Goodale : ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile

À titre de ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, votre objectif principal sera de diriger le travail de notre gouvernement pour que les Canadiens demeurent en sécurité. L'atteinte de cet objectif doit se faire tout en protégeant les droits des Canadiens et en tenant compte des menaces pour la sécurité publique que posent plusieurs sources, notamment les catastrophes naturelles, la réglementation inadéquate, le crime, le terrorisme, les urgences météorologiques et les urgences de santé publique. Je m'attends à ce que vous collaboriez avec vos collègues pour veiller à un lien étroit entre la politique de défense, la politique étrangère et la sécurité nationale.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Aider le leader du gouvernement à la Chambre des communes à créer un comité statutaire composé de parlementaires ayant un accès spécial à l'information classifiée pour examiner les ministères et les agences qui ont des responsabilités en matière de sécurité nationale.
- En collaboration avec la ministre de la Justice, travailler à la révocation des éléments problématiques du projet de loi C-51 et adopter de nouvelles mesures législatives renforçant la reddition de compte en matière de sécurité nationale et mieux équilibrer la sécurité collective avec les droits et les libertés.
- Créer un bureau de coordonnateur de la sensibilisation des collectivités et de la lutte contre la radicalisation.
- Diriger un examen des mesures en place pour assurer la protection des Canadiens et des infrastructures critiques du Canada contre les cybermenaces, en collaboration avec le ministre de la Défense nationale, le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et le président du Conseil du Trésor.
- Agir pour éliminer les armes à feu et les armes d'assaut de nos rues en travaillant avec la ministre de la Justice à renforcer les contrôles des armes à feu et des armes d'assaut, y compris en abrogeant certains éléments du projet de loi C-42.
- Accroître les prestations d'indemnisation des agents de sécurité publique souffrant d'une incapacité permanente ou tués dans l'exercice de leurs fonctions, ce qui comprend la création d'une prestation d'indemnisation pour les pompiers, les policiers et les ambulanciers paramédicaux.
- Travailler avec les provinces et les territoires et la ministre de la Santé à l'élaboration d'un plan d'action national coordonné sur le trouble de stress post-traumatique, qui touchent les agents de sécurité publique de façon disproportionnée.
- Restaurer le financement pour les provinces et les territoires en vue de soutenir les équipes de recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd.
- Travailler avec les provinces et les territoires, les peuples autochtones et les municipalités à l'élaboration d'un plan d'action exhaustif permettant au Canada de mieux prévoir les catastrophes naturelles et les urgences liées au climat, de mieux s'y préparer et de mieux y réagir.
- Soutenir la ministre de la Justice et la ministre de la Santé dans le cadre des efforts qui conduiront à la légalisation et à la réglementation de la marijuana.
- Travailler avec la ministre de la Justice et la ministre des Affaires autochtones et du Nord pour combler les lacunes dans les services aux populations autochtones et aux personnes souffrant d'une maladie mentale à l'échelle du système de justice pénale.
- Faire le nécessaire pour que la Gendarmerie royale du Canada et d'autres parties de votre portefeuille soient des milieux de travail exempts de harcèlement et de violence sexuelle.

Judy Foote : ministre des Services publics et de l'Approvisionnement

À titre de ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, votre objectif principal sera de veiller à ce que votre portefeuille fournisse efficacement des services et de façon à ce que les citoyens se sentent respectés et valorisés. De plus, je m'attends à ce que les services internes du gouvernement soient maintenus à un niveau tout aussi élevé et à ce que les processus

d'approvisionnement reflètent les pratiques exemplaires modernes. La prestation des services gouvernementaux, y compris les pratiques en matière d'approvisionnement, doit cadrer avec les attentes du public quant à un gouvernement transparent, ouvert et centré sur les citoyens. Cette prestation doit également répondre à nos objectifs stratégiques visant une croissance économique durable qui fera prospérer la classe moyenne.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Effectuer un examen de la Société canadienne des postes pour veiller à ce qu'elle offre le service de grande qualité auquel s'attendent les Canadiens, et ce, à un prix raisonnable.
- Travailler avec le président du Conseil du Trésor et le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, qui est responsable de Service Canada, à l'établissement de nouvelles normes de rendement et à la création d'un mécanisme permettant de mener des évaluations rigoureuses du rendement des principaux services gouvernementaux et rendre compte des conclusions à la population. De plus, soutenir le président du Conseil du Trésor dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle stratégie de service visant à créer un guichet unique pour tous les services gouvernementaux avec de nouvelles normes de rendement.
- Travailler avec le ministre de la Défense nationale et le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique au lancement d'un appel d'offres ouvert et transparent pour remplacer les avions de chasse CF-18 en se concentrant sur les options correspondant aux besoins du Canada en matière de défense.
- Donner la priorité à la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale pour soutenir le renouvellement de la flotte de la Garde côtière canadienne et veiller à ce que la Marine royale canadienne soit une véritable flotte de haute mer.
- Moderniser les pratiques en matière d'approvisionnement de façon à ce qu'elles soient plus simples et moins lourdes sur le plan administratif, mettre en œuvre un contrôle moderne et adopter des pratiques qui appuient les objectifs de notre politique économique, y compris l'approvisionnement écologique et social.
- Soutenir la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail en vue de rétablir une approche juste et équitable pour une main-d'œuvre organisée en abrogeant les projets de loi C-377 et C-525 et en mettant en œuvre un régime moderne des justes salaires.
- Travailler avec le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités à l'établissement d'un inventaire de toutes les terres fédérales et de tous les immeubles fédéraux disponibles pouvant être transformés en logement abordable dans les communautés.

Kirsty Duncan : ministre des Sciences

Vous faites partie d'une solide équipe de ministres dirigée par le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Notre gouvernement croit en la science et croit que de bonnes connaissances scientifiques devraient être à la base du processus décisionnel. Nous croyons que les investissements dans la recherche scientifique, ainsi qu'un juste équilibre entre la recherche fondamentale en appui de découvertes et la commercialisation des idées, mèneront à la création de bons emplois et à une croissance économique durable. À titre de

ministre des Sciences, votre objectif fondamental sera de soutenir la recherche scientifique ainsi que l'intégration des considérations scientifiques dans nos choix d'investissement et de politique. Le soutien de la science est un pilier essentiel de notre stratégie qui vise à générer une croissance économique durable ainsi qu'à soutenir et à faire croître la classe moyenne.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Créer un poste de conseiller scientifique en chef ayant pour mandat de veiller à ce que les travaux scientifiques menés au sein du gouvernement soient accessibles à la population, à ce que les scientifiques soient en mesure de parler librement de leurs travaux et à ce que les analyses scientifiques soient prises en compte dans le processus décisionnel du gouvernement.
- Soutenir vos collègues dans le cadre de l'examen et de la réforme des processus d'évaluation environnementale du Canada pour que les décisions relatives aux évaluations environnementales soient fondées sur la science, des faits et des données probantes.
- Soutenir la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail dans ses efforts pour aider les employeurs à créer plus de stages Coop pour les étudiants des programmes de science, de technologie, d'ingénierie, de mathématiques et des affaires.
- Soutenir vos collègues des autres ministères dans leurs efforts de réinsertion des considérations scientifiques au cœur de notre processus décisionnel et de nos choix d'investissement.
- Diriger la création de nouvelles chaires de recherche au Canada dans les technologies durables, en collaboration avec le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique.
- Travailler avec le ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne et la ministre de l'Environnement et du Changement climatique à l'examen des répercussions des changements climatiques sur les écosystèmes marins arctiques.
- Étudier des options pour renforcer la reconnaissance et le soutien de la recherche fondamentale en appui des découvertes.

Bardish Chagger : ministre de la Petite entreprise et du Tourisme

Vous faites partie d'une solide équipe de ministres dirigée par le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Comme ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme, votre objectif sera d'aider les petites entreprises à croître au moyen du commerce et de l'innovation et à promouvoir l'accroissement du tourisme au Canada.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Soutenir le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique dans le cadre du lancement d'un programme d'innovation pour accroître le soutien en faveur d'incubateurs et d'accélérateurs, ainsi que le nouveau réseau national pour l'innovation en affaires et le soutien aux grappes d'entreprises. De plus, travailler avec lui au moment où il clarifie les programmes d'innovation et de développement des

- entreprises, ce qui comprend le Programme d'aide à la recherche industrielle et de nouveaux programmes pour que nous soyons des chefs de file mondiaux en matière de technologies propres et durables et veiller à ce que nos programmes soutiennent les petites entreprises qui cherchent à accroître leur production, à être plus novatrices et à se concentrer davantage sur les exportations.
- Travailler avec la ministre du Commerce international à la préparation et à l'exécution d'une nouvelle stratégie canadienne sur le commerce international pour que les programmes et les approches soutiennent les petites et moyennes entreprises (PME). Il faut notamment travailler pour que les PME tirent parti du financement gouvernemental et du soutien à l'exportation.
 - Travailler avec le ministre des Finances au moment de la mise en œuvre de la réduction du taux d'imposition des petites entreprises pour que cette réduction serve au soutien des petites entreprises, plutôt qu'à la réduction des obligations fiscales personnelles des personnes gagnant des revenus élevés.
 - Mobiliser les gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi que les administrations municipales pour qu'il y ait la plus grande harmonisation possible avec les programmes complémentaires offerts par d'autres gouvernements en soutien des PME.
 - Travailler avec vos partenaires provinciaux, territoriaux et municipaux à la promotion du tourisme au Canada et au renforcement de l'image de marque du Canada à l'étranger pour les touristes.
 - Soutenir vos collègues ministériels dans leurs efforts visant à réduire le fardeau administratif pour les petites entreprises.
 - Soutenir la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, qui est responsable de Parcs Canada, afin de faire la promotion des parcs nationaux du Canada et de travailler avec les communautés avoisinantes, lorsque c'est possible, pour contribuer à la croissance d'industries écotouristiques et à la création d'emplois.

Carla Qualtrough : ministre des Sports et des Personnes handicapées

En votre qualité de ministre des Sports, vous appuierez la ministre du Patrimoine canadien. Dans l'exécution de vos fonctions en tant que ministre des Personnes handicapées, vous appuierez le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social. En tant que ministre des Sports et des Personnes handicapées, votre objectif fondamental sera de promouvoir la santé des Canadiennes et des Canadiens au moyen du sport et des loisirs, et de faire en sorte que les Canadiens et les Canadiennes qui ont un handicap puissent compter sur une meilleure accessibilité ainsi que sur des possibilités accrues.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Diriger le processus de mobilisation avec les provinces, les territoires, les municipalités et les intervenants, qui mènera à l'adoption d'une loi sur les personnes handicapées. Dans l'exécution de ces fonctions, vous serez appuyé par le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social.
- Travailler avec le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités pour répondre à notre engagement d'appuyer la construction d'infrastructures de loisirs permettant à un plus grand nombre d'enfants d'avoir accès à des activités sportives et de loisir.

- Travailler avec la ministre de la Santé et l'Agence de la santé publique du Canada afin d'appuyer la mise en œuvre d'une stratégie nationale visant à renseigner les parents, les entraîneurs et les athlètes sur le traitement d'une commotion cérébrale.
- Travailler avec la ministre du Patrimoine canadien afin d'inclure le sport et les loisirs dans les activités de soutien aux efforts déployés à l'échelle du gouvernement en vue de promouvoir la célébration du 150^e anniversaire du Canada, en mettant plus particulièrement l'accent sur la commémoration des réalisations d'athlètes et de personnes handicapées.
- Diriger la préparation des Jeux olympiques et des Jeux paralympiques de 2016 de Rio et des activités sportives internationales à venir.
- Tisser des liens plus étroits entre nos athlètes d'élite et les jeunes Canadiens et Canadiennes dans le but de faire la promotion de la santé et des accomplissements auprès des jeunes.

Patricia Hajdu : ministre de la Condition féminine

Vous faites partie d'une solide équipe de ministres dirigée par la ministre du Patrimoine canadien. En votre qualité de ministre de la Condition féminine, votre objectif fondamental sera de veiller à ce que les politiques, les lois et les règlements du gouvernement tiennent compte des diverses répercussions que les décisions peuvent avoir sur les hommes et les femmes. Au cours de notre mandat, je m'attends à ce que le gouvernement fasse des progrès considérables pour réduire l'écart salarial entre les hommes et les femmes et pour favoriser une augmentation du nombre de femmes occupant des postes décisionnels et siégeant à des conseils d'administration au Canada. Je m'attends également à la réalisation de progrès menant à une meilleure représentation des femmes dans des domaines où elles ont été traditionnellement sous-représentées, tels que dans les métiers spécialisés.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Travailler avec des experts et des défenseurs afin d'établir et de mettre en œuvre une stratégie fédérale complète en matière de violence fondée sur le sexe et un plan d'action fédéral complet, qui sont en harmonie avec les stratégies provinciales. Vous serez appuyée par la ministre de la Justice pour effectuer toute modification nécessaire au *Code criminel* et par le président du Conseil du Trésor qui élaborera des stratégies visant à combattre le harcèlement sexuel dans les institutions publiques fédérales.
- Travailler avec le Bureau du Conseil privé afin de veiller à ce qu'une analyse comparative entre les sexes soit appliquée aux propositions avant qu'elles ne soient présentées au Cabinet pour une prise de décision.
- Appuyer le Bureau du Conseil privé dans l'élaboration des processus de surveillance et de production de rapports afin de veiller à ce que les nominations de cadres supérieurs du gouvernement soient fondées sur le mérite et traduisent une parité hommes-femmes.
- Appuyer le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités et la ministre des Affaires autochtones et du Nord afin de veiller à ce qu'aucune personne fuyant la violence familiale ne soit laissée sans abri par l'augmentation et l'entretien du réseau canadien des maisons de refuge et des maisons de transition.

- Appuyer le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile en examinant les politiques de formation actuelles qui tiennent compte de la spécificité des sexes et des différences culturelles pour les agents fédéraux d'application de la loi de première ligne afin de veiller à ce qu'elles soient solides et efficaces.
- Appuyer la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail et collaborer avec vos collègues ministériels en prenant des mesures visant à faire du Parlement et des institutions fédérales des milieux de travail exempts de harcèlement sexuel et de violence sexuelle.
- Appuyer la ministre de la Justice et la ministre des Affaires autochtones et du Nord dans l'élaboration d'un processus et d'un mandat en vue d'une enquête sur le meurtre et la disparition de femmes et de filles autochtones au Canada.

Marc Garneau : ministre des Transports

À titre de ministre des Transports, vous avez comme principal objectif de veiller à ce que le réseau de transport du Canada contribue à la réalisation de notre ambitieux programme de création d'emplois et de croissance économique. Les Canadiens doivent pouvoir compter sur un réseau sûr et fiable qui facilite le commerce et le transport des personnes et des marchandises en sécurité. Je m'attends à ce que vous favorisiez une harmonisation optimale des objectifs stratégiques de nos plans pour les routes, les ports et les aéroports afin que nos systèmes soient intégrés et viables et qu'ils permettent aux Canadiens et aux entreprises de se livrer plus facilement à des activités à l'échelle internationale.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Travailler avec le ministre responsable, soit le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et les municipalités, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie en matière d'infrastructure prévoyant d'importants investissements qui permettront d'améliorer l'infrastructure de transport en commun et l'infrastructure verte. La stratégie devra également permettre d'améliorer l'accès aux programmes d'infrastructure existants et la gouvernance de ces programmes, de renforcer la capacité de collecte de données, de promouvoir une meilleure gestion des infrastructures au Canada et d'offrir un soutien plus efficace aux collectivités locales.
- Travailler avec le ministre responsable, soit le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités pour rendre le Fonds Chantiers Canada plus ciblé vers des investissements plus importants dans les routes, les ponts, les corridors de transport, les ports et les points d'accès frontaliers afin d'aider les fabricants canadiens à acheminer leurs marchandises vers les marchés.
- Proposer les mesures pour renforcer la sécurité ferroviaire.
- Diriger, avec l'appui du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, dans le contexte de l'examen de la *Loi sur les transports au Canada*, un examen complet du réseau canadien de transport des grains.
- Collaborer avec le ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne et la ministre de l'Environnement et du Changement climatique afin d'améliorer la sécurité maritime.

- Travailler avec le ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne afin de revoir les modifications à la *Loi sur les pêches* et à la *Loi sur la protection des eaux navigables* apportées par le précédent gouvernement, réinstaurer les protections éliminées et intégrer des mécanismes de protection modernes.
- Élaborer une stratégie, en collaboration avec le ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, le ministre des Ressources naturelles et la ministre de l'Environnement et du Changement climatique afin d'officialiser un moratoire sur le transport de pétrole brut sur la côte nord de la Colombie-Britannique.

Kent Hehr :
ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale

Les vétérans et leurs familles méritent notre respect et notre gratitude. Les vétérans ne devraient pas avoir à lutter contre leur propre gouvernement pour obtenir le soutien et l'indemnisation auxquels ils ont droit. En tant que ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, votre but premier sera de vous assurer que notre gouvernement respecte l'obligation sacrée envers nos vétérans et leurs familles. Je m'attends à ce que vous preniez les mesures nécessaires pour veiller à ce que les vétérans reçoivent le respect, le soutien, les soins et les possibilités économiques qu'ils méritent. Vous veillerez à ce que le service des vétérans canadiens soit reconnu en leur offrant de nouvelles perspectives de carrière, en leur facilitant l'accès aux services – y compris les services en santé mentale – et en faisant davantage pour soutenir leurs familles. Je vous demande de collaborer étroitement avec votre collègue, le ministre de la Défense nationale, afin de garantir une transition sans heurts des militaires des Forces canadiennes dans les programmes et les services de votre ministère.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Travailler avec le ministre de la Défense nationale afin de réduire les éléments trop complexes, de remanier la prestation des services et de renforcer les partenariats entre Anciens Combattants Canada et le ministère de la Défense nationale.
- Rétablir les pensions à vie à titre d'option pour nos vétérans blessés, et augmenter le montant des indemnités d'invalidité, tout en veillant à ce que chaque vétéran blessé obtienne des conseils et du soutien d'ordre financier pour déterminer quelle forme de rémunération est la plus appropriée pour lui et sa famille.
- Élargir l'accès à l'allocation pour déficience permanente, afin de mieux aider les vétérans dont les options de carrière sont limitées en raison d'une maladie ou d'une blessure liée au service.
- Offrir aux vétérans blessés 90 pour cent de leur solde avant la libération, et indexer cette prestation de façon à suivre le rythme de l'inflation.
- Créer une nouvelle allocation d'études pour les vétérans, qui permettra de payer entièrement jusqu'à quatre années d'études collégiales ou universitaires ou d'études techniques aux vétérans des Forces canadiennes qui ont terminé leur service.
- Améliorer l'aide à la carrière et l'assistance professionnelle offertes aux vétérans en veillant à ce que des possibilités d'emploi leur soient offertes à leur retour grâce aux ententes relatives aux avantages pour les communautés dans le cadre de nouveaux projets d'infrastructure financés par le gouvernement fédéral.

- Adopter une norme plus élevée pour les services et les soins, et veiller à ce qu'une approche de type « un vétéran, une norme » soit maintenue.
- Rouvrir les neuf bureaux de services d'Anciens Combattants Canada fermés récemment, embaucher plus de personnel pour la prestation de services, et mettre en œuvre intégralement toutes les recommandations du vérificateur général sur l'amélioration de la prestation de services de santé mentale aux vétérans.
- Créer deux nouveaux centres d'excellence en matière de soins pour vétérans, dont l'un se spécialisant dans la santé mentale, l'état de stress post-traumatique et d'autres questions connexes touchant les vétérans et les premiers intervenants.
- Fournir de meilleurs services d'éducation, de counseling et de formation aux familles qui procurent soins et soutien aux vétérans ayant des problèmes de santé physique ou mentale liés à leurs états de service.
- Éliminer la limite de temps imposée aux conjoints survivants pour faire une demande d'aide en vertu des programmes de réadaptation et d'assistance professionnelles.
- Faire passer de 50 à 70 pour cent le montant des pensions de survivants.
- Éliminer la disposition de récupération liée au « mariage après 60 ans », afin que les conjoints survivants des vétérans puissent recevoir des prestations de retraite et des avantages médicaux appropriés.
- Doubler le financement accordé au Fonds du Souvenir, afin d'offrir à tous les vétérans une inhumation digne.
- Collaborer avec le ministre de la Défense nationale en vue d'élaborer une stratégie de prévention du suicide chez le personnel des Forces armées canadiennes et les anciens combattants.

Scott Brison : président du Conseil du Trésor

À titre de président du Conseil du Trésor, vous avez comme principal objectif de diriger le programme de gestion du gouvernement et de surveiller la mise en œuvre ainsi que la prestation des initiatives approuvées par le Cabinet. Je veux que vous supervisiez les efforts déployés par le gouvernement pour veiller à ce que les ministères et les autres organisations fédérales puissent se fonder sur les renseignements les plus fiables dont nous disposons. Un gouvernement responsable appuie ses décisions sur des données fiables pour assurer une saine gestion des deniers publics. Vous devez vous assurer auprès de vos collègues ministériels qu'ils consacrent un pourcentage fixe du financement des programmes à l'application de nouvelles solutions à des problèmes existants et à la mesure des répercussions de leurs programmes. Je compte sur vous pour instaurer une culture plus propice à la mesure, à l'évaluation et à l'innovation dans la conception et l'exécution des programmes et des politiques, y compris pour rendre publics les renseignements clés sur lesquels reposent nos décisions.

Plus particulièrement, je m'attends à ce que vous travailliez avec vos collègues et dans le respect des lois, règlements et processus du Cabinet établis pour mener à bien vos grandes priorités :

- Établir de nouvelles normes de rendement, en collaboration avec le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, qui est responsable de Service Canada, la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, la ministre des Institutions démocratiques et le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, et mettre en place un mécanisme permettant de réaliser des évaluations rigoureuses du rendement de services gouvernementaux essentiels et de rendre compte

- des résultats publiquement. Élaborer une nouvelle stratégie de service visant à créer un guichet unique en ligne pour l'ensemble des services gouvernementaux ainsi que des nouvelles normes de rendement.
- Renforcer la surveillance de la publicité gouvernementale et moderniser la Politique de communication du gouvernement du Canada afin de tenir compte du contexte numérique actuel.
 - Jouer un rôle de leader pour examiner les politiques en vue d'améliorer l'utilisation d'éléments probants et de données dans le cadre d'innovation et d'évaluation en matière de programmes, d'utilisation de données plus ouvertes et de l'adoption d'une approche plus moderne en matière de contrôle.
 - Renforcer la surveillance des fonds publics ainsi que la clarté et l'uniformité des rapports financiers. Assurer la cohérence et l'harmonisation du budget des dépenses et des comptes publics, et valider l'analyse des coûts réalisée par les ministères pour l'ensemble des projets de loi et des programmes.
 - Travailler avec le leader du gouvernement à la Chambre des communes afin d'améliorer les rapports au Parlement.
 - En collaboration avec la ministre du Patrimoine canadien, veiller à ce que tous les services fédéraux soient offerts en parfaite conformité avec la *Loi sur les langues officielles*.
 - Élargir la portée des initiatives sur les données ouvertes et accélérer leur mise en œuvre, et rendre les données gouvernementales accessibles en format numérique afin que les Canadiens puissent facilement les obtenir et les utiliser.
 - Collaborer avec la ministre de la Justice afin d'accroître la transparence du gouvernement, y compris diriger un examen de la *Loi sur l'accès à l'information* afin que les Canadiens aient plus facilement accès à leurs renseignements personnels, que le commissaire à l'information soit habilité à ordonner la communication de renseignements gouvernementaux et que la *Loi* s'applique de façon appropriée au Cabinet du premier ministre et aux cabinets des ministres ainsi qu'aux institutions administratives à l'appui du Parlement et des tribunaux.
 - Négocier de bonne foi avec les syndicats de la fonction publique du Canada.
 - Collaborer avec le ministre des Finances et vos collègues ministériels à la réalisation d'un examen des dépenses fiscales et des autres dépenses afin de limiter les mesures inefficaces et mal ciblées, les dépenses inutiles et les initiatives gouvernementales qui sont inefficaces ou qui ne sont plus utiles.
 - Prendre des mesures pour faire de la fonction publique un milieu de travail où le harcèlement et la violence sexuelle n'ont pas leur place.

ADDENDA – UN MOT SUR LES ORGANISATEURS DE CE MATÉRIEL

J. Phillip Nicholson

Diplômé de l'*université Carleton* (BA avec mention en géographie), de l'*université d' Oxford* (MA en économie et sciences politiques) et du *Massachusetts Institute of Technology* (MCP en planification), M. Nicholson a travaillé à titre de conseiller des politiques auprès de plus de 250 clients des secteurs public, privé, bénévole et universitaire, y compris quasiment tous les grands ministères et organisme du gouvernement du Canada. Il a agi comme analyste principal, conseiller et auteur ou coauteur de plus de 120 mémoires au Cabinet sur les politiques et les programmes axés sur de nombreux domaines, dont les questions sociales et économiques, la santé, l'environnement, la sécurité nationale et la gouvernance, y compris au moins un – et souvent plusieurs – chaque année pour chaque groupe de ministères depuis 1973.

Jane Coghlan

Autrefois réviseuse de publications juridiques dans l'Ouest canadien et de journaux de langue anglaise au Japon, Jane Coghlan est aujourd'hui une experte-conseil principale spécialisée en recherche, en quête de données et en révision de documents de décision et de communications portant sur des propositions de politiques et de programmes à l'intention de la haute direction et du Cabinet. Cette habile organisatrice de grande expérience a coordonné de nombreux processus de consultation auprès de parties intéressées ainsi que des séances de planification et de formation pour divers auditoires portant sur des enjeux stratégiques ou des initiatives de programme complexes et difficiles, généralement à l'échelle nationale.

J. Phillip Nicholson Policy and Management Consultants Inc.

102, avenue Powell, Ottawa (Ontario) K1S 2A3 613-282-4184

www.jpnicholson.ca nicholson@jpnicholson.ca

Une firme-conseil offrant du soutien en matière d'élaboration de politiques, de consultations avec les parties intéressées et de planification stratégique visant une gamme d'enjeux publics. La firme offre également des formations spécialisées sur l'analyse des politiques, la conception de programmes, la gouvernance de Cabinet et le processus des mémoires au Cabinet.

Glen G. D. Milne

Diplômé de l'*université de Toronto* (B. Arch) et de la *University of Pennsylvania* (M. Arch.), Glen Milne a exercé son métier au Canada, en Angleterre et en Finlande. Il a également enseigné à l'*Ohio University* et à la *North Carolina State University* avant de cofonder l'École d'architecture de l'*université Carleton*, où il a donné des cours d'architecture, de sociologie et d'administration publique.

Les activités de consultation de Glen Milne mettent l'accent sur l'animation stratégique, les consultations publiques, la conception de politiques, la planification du travail et le renforcement de la capacité d'équipe. Sa clientèle inclut le gouvernement fédéral et des gouvernements municipaux et autochtones, les Forces canadiennes, le secteur bénévole, des médias, des sociétés de TI ainsi que des associations industrielles et professionnelles. La formation qu'il offre est axée sur les techniques d'animation de groupe, le fonctionnement de l'appareil gouvernemental et l'art et les rouages de l'élaboration de politiques.

L'élaboration de politiques : un guide sur le fonctionnement du gouvernement fédéral

S'inspirant de son expérience exhaustive dans le domaine des politiques publiques et de la revendication, Glen Milne publie annuellement une version à jour de sa publication bilingue illustrée *L'élaboration de politiques : un guide sur le fonctionnement du gouvernement fédéral*. L'édition de janvier 2016 inclura les initiatives du nouveau gouvernement du Premier ministre Justin Trudeau. Pour commander des exemplaires, allez à www.howgovernmentworks.ca ou communiquez avec Glen Milne à glen@glenmilne.ca